

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 426 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire : 5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire : 25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 426
Avril - Mai 1994
31^e année

DANS CE NUMERO

-Où en est la crise capitaliste mondiale?
-Air-France: La force des travailleurs est dans leur organisation collective
-Correspondance: La longue lutte des travailleurs du Port Autonome de Marseille
-Pérou: le Sentier Lumineux est une voie sans issue
-Une polémique révélatrice du CCI
-Programme du Parti Communiste International
-Rwanda: Les responsabilités de l'impérialisme
-Procès Touvier: Le bourreau condamné, l'Etat assassin acquitté

La jeunesse a fait reculer gouvernement et patronat

Le mouvement de la jeunesse scolarisée a infligé une reculade au gouvernement qui a reconnu avoir institué le fameux «SMIC jeunes» sous l'impulsion du patronat. Cette défaite gouvernementale doit être saluée à plus d'un titre, au-delà du résultat immédiat (le retrait du CIP, l'hésitation à poursuivre l'offensive anti-ouvrière contenue dans le fameux plan quinquennal dit mensongèrement «pour l'emploi») qui ne peut être que temporaire, et doit constituer un exemple encourageant pour les futures luttes ouvrières. Ce que la jeunesse scolarisée a tout d'abord mis en échec, c'est le sentiment de résignation et d'impuissance devant un ennemi trop fort qui domine parmi les travailleurs adultes. Ils ont fait la démonstration qu'une lutte ouverte et d'ampleur peut faire céder le front compact des patrons et de leur gouvernement. Ils ont démontré ensuite qu'une lutte pour être efficace doit tourner le dos aux perpétuelles négociations tri-partites entre spécialistes; si les jeunes avaient mordu aux premières offres de négociation du SMIC-jeunes, celui-ci serait toujours là. Ils ont montré enfin que la lutte ne doit pas hésiter à faire fi des bonnes manières, qu'elle ne doit pas reculer devant la violence **qui lui est imposée**. Les premiers affrontements sont venus sans aucune discussion possible **du côté policier** dans de nombreuses villes, ce qui est la preuve qu'il s'agissait d'une tactique **pensée et voulue** en haut lieu: intimider la masse des jeunes par la violence policière et la lourdeur des premières négociations pour pouvoir circonscrire l'agitation à

(Suite en page 3)

CONTRE LE CAPITALISME, LE PROLETARIAT DEVRA RECONSTITUER SON PARTI COMMUNISTE MONDIAL

Les représentants de 125 pays viennent en grande pompe et dans le faste de célébrer à Marrakech la fin heureuse des interminables négociations de l'*Uruguay Round* qui avaient été l'occasion de rudes batailles diplomatiques entre Etats et blocs d'Etats capitalistes. Tout cela est bien fini et pour signifier qu'une nouvelle époque bénie s'ouvre au capitalisme

Pour que la fête soit complète, un armistice avait été signé dans la «guerre de la banane» opposant l'Allemagne et la France, une trêve avait été conclue dans la bataille commerciale entre les Etats Unis et le Japon, les secteurs porteurs de frictions non résolues comme les télécommunications, les transports maritimes ou les services financiers, mis de côté; même la «clause sociale» que les grands Etats capitalistes avaient sorti de leur chapeau à l'improviste pour se protéger

de la concurrence des pays à bas salaires, avait été acceptée, sous une forme inoffensive (après tout ce sont des grandes firmes venues des pays impérialistes qui emploient ces travailleurs sous-payés...)

Pour ajouter encore à l'allégresse, le FMI, a annoncé quelques jours plus tard qu'il prévoyait une reprise franche de l'économie mondiale pour cette année, y compris en Europe et au Japon.

Alors tout irait pour le mieux dans

mondial, le «G.A.T.T.» vient de laisser la place à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Rien n'est venu troubler la réussite parfaite de la cérémonie, et surtout pas les cris des prisonniers politiques et sociaux qui croupissent dans les geôles marocaines et qui avaient organisé une grève de protestation.

le meilleur des mondes capitalistes?

Il n'est pas besoin d'être un communiste révolutionnaire au couteau entre les dents pour émettre des doutes. Les experts bourgeois eux-mêmes s'en chargent. Selon le quotidien «Les Echos»: «dans les coulisses de la conférence de Marrakech, les négociateurs doutaient déjà de sa capacité à faire la police du commerce mondial»; le représentant américain déclarait que ce serait difficile

(Suite en page 2)

La lutte impitoyable contre l'opportunisme, seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier

Nous publions ci-dessous des extraits du très intéressant article de Lénine «L'impérialisme et la scission du socialisme» publié en octobre 1916 donc en pleine guerre mondiale. Lénine se pose la question de savoir comment un courant politique existant dans le mouvement ouvrier et dans les partis socialistes, l'**opportunisme**, combattu par l'aile marxiste parce qu'il s'adaptait de façon opportuniste à la pression bourgeoise, a pu devenir déterminant dans ces mêmes partis au point de les amener au reniement de toute leur raison d'être. Lénine répond que la force de l'opportunisme vient de sa liaison avec la bourgeoisie dont, au bout d'un processus de maturation, il est devenu l'**agent**. Et Lénine précise qu'à l'époque de l'impérialisme ce courant se transforme en **partis ouvriers bourgeois** présents dans tous les pays. L'existence de l'opportunisme est liée au phénomène matériel de l'**aristocratie ouvrière** qui a pu se constituer dans la période pacifique d'expansion économique du capitalisme, à une échelle inconnue d'Engels qui avait le premier analysé le phénomène.

Des décennies d'expansion supplémentaire du capitalisme après la dernière guerre mondiale ont nourri un développement encore plus grand de l'aristocratie ouvrière et renforcé à un degré que ne pouvait connaître Lénine son expression politique, les partis ouvriers bourgeois et leur influence sur la classe. C'est la raison pour laquelle, avec beaucoup plus d'importance encore, la rupture avec ce courant contre-révolutionnaire et la lutte résolue contre toutes ses manifestations est une caractéristique de la **ligne marxiste**.

La bourgeoisie d'une «grande» puissance impérialiste **peut, économiquement**, corrompre les couches supérieures de «sa» classe ouvrière, en sacrifiant cent ou deux cent millions de francs par an; car son **surprofit** s'élève probablement à près d'un milliard. Et c'est une question secondaire que de savoir comment cette petite gratification est répartie entre les ouvriers-ministres, les «ouvriers-députés» (rappelez-vous la merveilleuse analyse que nous a laissée Engels de cette notion), les ouvriers-participants des comités pour les industries de guerre, les ouvriers-fonctionnaires, les

ouvriers organisés en unions étroitement corporatives, les employés, etc., etc.

Entre 1848 et 1868, et même partiellement plus tard, l'Angleterre était seule à jouir d'un monopole; **c'est pourquoi** l'opportunisme dans ce pays a pu rester vainqueur pendant des dizaines d'années; **il n'y avait pas** d'autre pays qui possédât comme elle les plus riches colonies et un monopole industriel.

Le dernier tiers du XIX^e siècle a été une période de transition vers la

(Suite en page 6)

L'Algérie après les accords avec le FMI

Les autorités algériennes ont finalement signé l'accord avec le FMI, après des mois de tergiversation. Pendant longtemps elles ont espéré que la reprise de l'économie mondiale entraînerait une hausse des cours du pétrole et du gaz (les seules exportations algériennes notables), ce qui aurait augmenté les recettes de l'Etat et lui aurait permis de faire face à ses échéances (les paiements des intérêts de sa dette extérieure). Hélas! la reprise économique est hésitante et au lieu de monter, le prix du pétrole a plongé: dès lors l'Etat algérien courrait à la faillite. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, alors qu'en 1993 le paiement de la dette a absorbé 75% des recettes à l'exportation, la chute de 20% des prix du pétrole ne permet d'espérer que 8 milliards de dollars de recette en 1994, alors que l'Algérie doit déboursier cette année 9,4 milliards de dollars (1).

BRAS DE FER INTERNATIONAL AUTOUR DE L'ALGERIE

Pour faire face à ses obligations vis-à-vis de ses créanciers étrangers et

(Suite en page 6)

CONTRE LE CAPITALISME, LE PROLETARIAT DEVRA RECONSTITUER SON PARTI COMMUNISTE MONDIAL

(Suite de la page 1)

de faire fonctionner l'O.M.C.: «*Il y a tout un tas de doute sur [la question de savoir] si les pays vont s'en détourner. Une grosse partie de l'agenda américain consacrera à faire marcher correctement ce foutu truc*». Les bourgeois tentent continuellement de se donner une organisation internationale pour réguler le commerce et pour empêcher les secousses brutales de l'économie, ces tentatives sont la démonstration que les forces productives sont devenues trop grandes pour être contenues dans les limites des Etats nationaux, ou même dans les limites des regroupements supra-nationaux du type CEE ou ALENA. Mais le capitalisme est par nature incapable de se donner une organisation internationale de l'économie car il est incapable de surmonter d'une façon qui ne soit ni partielle ni temporaire, l'anarchie de la production qui caractérise ce système économique mercantile. Si d'une certaine façon les Etats nationaux sont objectivement dépassés par le développement historique des forces productives, ils sont irremplaçables en tant que moyens, expressions et outils de défense des divers centres d'accumulation capitaliste concurrents. Seule la **révolution communiste** pourra les briser en même temps qu'elle fera éclater toutes les formes politiques et économiques surannées qui sont devenues depuis longtemps des obstacles au progrès de l'humanité.

Les Etats-Unis champions affirmés de la liberté illimitée du commerce, n'entendent pas renoncer le moins du monde à protéger leurs propres activités menacées par la concurrence étrangère. Plus que jamais avec l'administration Clinton, ils suivent une **politique commerciale** agressive et tenace en contradiction totale avec le crédo du libéralisme absolu. C'est de cette façon par exemple qu'ils ont pu ravir aux européens de gros marchés industriels ou faire reculer les exportations japonaises en poussant à la hausse vertigineuse du yen.

Quant aux prévisions du FMI sur la reprise économique, même si pour une fois elles se révélaient exactes [le rapport indique prudemment pour l'Europe et le Japon: «*si le pire de la récession semble (!) être passé, les signes clairs de reprise ne se sont toujours pas manifestés*...], elles indiquent avec assurance une augmentation continue du chômage en Europe et au Japon. Et la situation dans l'ex-URSS est jugée par le FMI comme «*décourageante*! Au même moment la CNUCED (organisme dépendant de l'ONU) a publié son rapport annuel sur les pays dits «en développement». Ce rapport affirmait que les 47 pays les plus pauvres de la planète avaient connu l'an dernier leur plus fort taux de croissance de la décennie (environ 2%). En dépit de ce développement, la situation de 3/4 de ces pays est jugée «*inquiétante*», les conditions socio-économiques y sont «*extrêmement précaires*»; la baisse de production par habitant se traduit par une baisse des rations en calories et une hausse de la mortalité; plus de 4 millions d'enfants meurent chaque année de maladies qui seraient facilement guérissables si les ressources existaient, etc. Lorsqu'on constate que parmi les pays que la CNUCED classe «en progrès», on trouve des pays comme le Soudan ravagé par une guerre civile effroyablement meurtrière ou la Tanzanie décimée par le Sida, cela laisse songeur sur la situation des autres...

Aux Etats-Unis, le ruban bleu de l'expansion économique, les statisti-

ques montrent que le chômage a baissé; mais la situation des travailleurs a empiré: des emplois précaires et mal payés ont remplacé des emplois stables et bien payés. Selon une enquête de la principale banque alimentaire des Etats-Unis, 26 millions de personnes (soit un peu plus d'un américain sur dix) doivent avoir recours aux soupes populaires pour se nourrir, la plupart après avoir perdu leur emploi. D'après une autre enquête auprès de médecins, le quart des retraités américains doit être considéré comme mal nourri. Dans ce même paradis de la libre entreprise où les chômeurs constituent une population énorme, on emploie des enfants malgré les lois interdisant leur travail; environ 1,2 millions d'enfants travailleraient illégalement dans des restaurants, un demi-million dans les champs...

Dans notre Europe civilisée et sociale nous avons atteint à la fin de l'année un chiffre record de chômeurs: officiellement 10,9%. Chacun sait que les chiffres réels sont probablement largement supérieurs. Chacun connaît aussi l'existence de sans-abris par dizaines de milliers et le nombre croissant de pauvres. Moins connu est un rapport du CERC (organisme étatique de statistiques sociales) chiffrant à plus de 10 millions en France le nombre de personnes en situation sociale «*fragile*», menacées de tomber dans l'«*exclusion*». Qui sont ces personnes à la situation «*fragile*», sinon ceux que le marxisme appelle les **sans-réserve**, les **prolétaires**, qu'on nous disait il n'y a pas si longtemps disparus ou en voie de disparition rapide? Leurs maigres possessions, leur situation précaire, ils peuvent la perdre à tout moment reconnaissent ces experts, et tomber alors dans le dénuement total, l'«*exclusion*». Et ce que craignent les instituts qui planchent sur la paix sociale, c'est que ces «*exclus*», ces gens qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes, se rendent compte qu'ils constituent une force énorme et dévastatrice...

En dépit des avertissements de leurs experts les bourgeois trouvent qu'il y a trop de «*protection sociale*», trop d'«*Etat providence*», trop de «*rigidités*», que les salaires sont trop élevés, que les charges sociales sont écrasantes...

Partout la crise économique pousse les capitalistes à intensifier leurs attaques contre les travailleurs afin de restaurer leurs profits écornés par l'engorgement des marchés et l'intensification de la guerre commerciale: **la bonne santé de l'économie capitaliste ne peut s'obtenir que sur le dos de la classe ouvrière.**

UNE SEULE REPONSE: LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Alors que le capitalisme ne promet qu'accroissement de la misère et de l'exploitation pour les prolétaires des pays riches comme pour ceux des pays pauvres, dans toute une série de pays l'exaspération des antagonismes capitalistes se traduit par une flambée de guerres tout aussi réactionnaires les unes que les autres. Du Rwanda à l'ex-Yougoslavie, de l'Afghanistan à la Somalie, ces conflits apparemment irrationnels, attisés par de plus grandes puissances (qui parfois jouent au pompier pyromane), sont un miroir de l'avenir que réserve inévitablement à l'humanité le développement des contradictions capitalistes qui fait disparaître la stabilité issue du dernier conflit mondial. Mais la disparition de cette stabilité contre-révolutionnaire qui reposait sur l'équilibre de

la terreur imposée par les deux super-grands, les deux despotes de la planète, ouvre aussi potentiellement la possibilité d'une destruction bien plus radicale de cette ancienne stabilité, la possibilité que le monde «change de base», la possibilité de la révolution communiste internationale.

Pour limiter au maximum les risques de réaction prolétarienne, les bourgeois utilisent toute une gamme de moyens paralysants et anesthésiants: - la division de la classe ouvrière par le nationalisme, l'antagonisme entre travailleurs indigènes et immigrés, les corporatismes de toute sorte; la bourgeoisie suscite le racisme par des campagnes d'opinion ou des mesures gouvernementales qui instituent et renforcent l'état d'exception dans lequel vivent les étrangers; elle utilise à fond la division entre chômeurs et actifs et agit en permanence le chantage à l'emploi pour tenir docile la classe ouvrière et lui extorquer des concessions. Elle multiplie les appels à la «*solidarité nationale*» dans la guerre économique pour faire accepter aux travailleurs de nouveaux sacrifices, et elle les prépare ainsi à accepter quand le moment sera venu des sacrifices pour la guerre tout court.

Ces innombrables moyens seraient cependant impossibles à mettre en oeuvre s'il n'y avait pas les appareils de la **collaboration des classes** - les faux partis ouvriers (les partis ouvriers bourgeois comme disait Lénine), les hiérarchies syndicales vendues à l'Etat bourgeois - pour les diffuser et les entretenir au sein de la classe, pour dévier les inévitables mouvements de colère dans des manifestations-processions et des «*journées d'action*» sans lendemain; pour détourner les mouvements de lutte vers des objectifs interclassistes, nationalistes ou compatibles avec les besoins capitalistes; pour isoler enfin les grèves qui éclatent tout de même et les laisser autant que possible s'épuiser dans l'isolement.

La résistance à la pression capitaliste croissante nécessite donc avant tout la rupture avec les organisations et les orientations collaborationnistes; elle nécessite le retour aux orientations et aux méthodes de classe même au niveau des luttes de défense les plus immédiates. Et pour que cette rupture soit possible et durable l'organi-

sation autonome des militants les plus conscients de la nécessité du combat de classe est indispensable afin de battre en brèche la force organisée et solidement adossée à l'Etat bourgeois du collaborationnisme.

Mais la nécessaire organisation pour la lutte immédiate ne saurait suffire. Si la classe ouvrière veut espérer un jour en finir avec son éternelle exploitation, si elle veut échapper à sa situation actuelle et à l'avenir toujours plus sombre qui se dessine au rythme des crises économiques actuelles et le fracas des affrontements militaires, il faudra que ses éléments les plus décidés s'organisent en parti révolutionnaire, en **parti communiste**, «*arme principale, essentielle de l'émancipation de la classe ouvrière*» ainsi que le proclamait l'Internationale Communiste il y a plus de soixante-dix ans, arme essentielle même pour les besoins directs de la lutte qui n'a pas encore la force de se poser pratiquement le but ultime de la révolution.

Quant à celle-ci, comme le dit un de nos textes fondamentaux («*Parti et classe*»): «*elle exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc, grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire.*»

La classe part d'une homogénéité immédiate de situation économique, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices,

Tout cela, c'est le parti.

C'est à reconstituer cette arme qu'il faut s'atteler dès aujourd'hui sur la base inchangée du marxisme authentique.

Où en est la crise capitaliste mondiale ? (1)

La crise mondiale actuelle du capitalisme présente plusieurs traits particuliers par rapport aux précédentes: la crise de 1974-75 qui mit fin à des décennies d'expansion économique quasi ininterrompue des grands Etats capitalistes et qui fut suivie d'une assez vive reprise, la crise de 1980-82 particulièrement brutale aux Etats-Unis, à peine marquée au Japon, la crise «régionale» de 1986 à peu près circonscrite au Japon et à sa sphère économique après que les Etats-Unis aient imposé l'Endaka, la hausse du yen pour combattre leurs premiers symptômes de ralentissement économique.

Le premier trait particulier est la longueur de la crise actuelle, supérieure aux précédentes. Officiellement elle a commencé aux Etats-Unis au début de 1991 (et mise sur le compte de la guerre du Golfe déclenchée par le démoniaque Saddam Hussein). Nous avons déjà relevé (1) qu'en réalité cette récession avait déjà touché au cours de l'été 1990 certaines régions industrielles des USA, et que cela avait sans aucun doute pesé dans la décision américaine de faire la guerre à l'Irak. Très rapidement cette récession touchait le Canada voisin qui est pratiquement économiquement intégré aux régions industrielles du Nord Est des Etats-Unis, avant même qu'elle se généralise à l'ensemble de ce pays: c'est ce qui explique l'apparent paradoxe d'une entrée du Canada dans la crise avant son grand voisin.

Des Etats-Unis, centre moteur de l'économie mondiale, la récession s'est étendue à l'Australie et à la Grande-Bretagne (ce qui indique la persistance de liens économiques et financiers privilégiés entre ces pays). Les économistes bourgeois européens parlaient alors de «*récession anglo-saxonne*» dont l'Europe continentale et le reste du monde pourrait rester à l'abri: quelques mois à peine auparavant ces messieurs répétaient sur tous les tons que le capitalisme s'était peut-être définitivement affranchi des crises et était dans une nouvelle période d'expansion ininterrompue...

Si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont sortis de la récession, celle-ci n'est **toujours pas terminée** à l'échelle mondiale; tout au plus les experts internationaux annoncent que «*le pire de la récession*» se-

Où en est la crise capitaliste mondiale ? (1)

rait passé et que la reprise devrait être là en 1994 (Rapport FMI, avril 1994): bref, trois ans et demi après son commencement, la crise mondiale n'a donc pas encore cédé la place à une relance économique mondiale.

Le deuxième trait de la crise actuelle, et qui explique le précédent, est le décalage chronologique entre les diverses régions économiques du monde, la lenteur relative de la crise à gagner successivement ces régions (dont elle souligne à l'inverse dialectiquement leurs liens internes), et, logiquement, la lenteur parallèle à se dissiper. L'économie mondiale est toujours intégrée, elle l'est même plus que jamais avec la chute irrémédiable d'un «rideau de fer» vermoulu depuis longtemps, mais qui continuait encore malgré tout à déconnecter du marché mondial le marché des pays pseudo-socialistes; cependant la tendance à la formation de grands blocs économiques, conséquence de la tendance fondamentale du capitalisme à la concentration, peut se lire dans cette apparition de régions économiques qui sont destinées à devenir les pôles de futurs affrontements économiques et politiques.

La production industrielle a commencé à baisser au Japon à partir d'octobre 1991, un an après le déclenchement de la crise à son épice américain. Le décalage est encore plus grand pour l'Allemagne et nombre de pays européens continentaux. Dans ce dernier cas l'explication se trouve dans l'unification allemande qui a été une gigantesque affaire pour le capital ouest-allemand. Alors que le monde glissait dans le marasme économique, celui-ci connaissait au contraire en 1990-91 un véritable petit boom économique avec l'ouverture soudaine d'un nouveau marché. L'Allemagne a alors servi de «locomotive» aux pays avec qui elle est économiquement liée, leur évitant de s'enfoncer dans la crise aussi rapidement que les Etats-Unis (ce fut le cas notamment de la France). D'autre part cela montrait que l'Allemagne ne pouvait jouer ce rôle de locomotive économique à l'échelle mondiale que les américains avaient essayé de lui faire jouer en d'autres occasions. En définitive l'expansion économique de 90-91 ne pouvait être qu'un feu de paille étant donné l'étroitesse du marché est-allemand (étroitesse comme toujours sous le capitalisme, non par rapport aux besoins, mais par rapport à la demande solvable), et l'effondrement économique est-allemand provoquait finalement une aggravation des facteurs de crise dans toute l'Allemagne, et au delà, dans les pays européens qui doivent subir les contraintes de la politique économique allemande.

Pour les grands pays impérialistes nous avons les chiffres suivants:

Pays	Variation du PIB en %			
	1990	1991	1992	1993
Etats-Unis	+1,2	-0,7	+2,6	+2,8
Japon	+4,8	+4,0	+1,3	-0,5
Allemagne	+5,7	+4,5	+2,1	-1,5
France	+2,5	+0,7	+1,4	-1,0
Italie	+2,1	+1,3	+0,9	-0,1
GB	+0,5	-2,2	-0,6	+2,0

(source: OCDE, «Perspectives Economiques» n°54, décembre 93; pour la France nous avons remplacé l'estimation de l'OCDE pour 1993 (-0,9%) par le chiffre définitif de l'INSEE, qui établit que la récession a été la plus forte depuis la fin de la guerre)

Les chiffres de variation de la production industrielle donnent une image plus fidèle des variations cycliques de l'économie.

Pays	Variations en % production industrielle			
	1990	1991	1992	1993
USA	0,0	-1,9	+2,3	+4,2
Japon	+4,7	+2,3	-6,0	-4,5
Allemagne	+5,2	+3,0	-1,3	-8,5
France	+1,4	-0,1	-1,0	-5,3
Italie	-0,5	-1,9	-0,6	+2,2
GB	-4,3	-3,7	+0,4	+4,6

(source: Eurostat, sauf dernier chiffre

pour la France)

Pour un certain nombre de pays d'Europe la crise actuelle est la plus grave depuis des décennies, parfois depuis les années trente (Suède, Finlande). En Suède nous avons les variations suivantes de la production industrielle: 1991: -8%; 1992: -3,8%; 1993: +0,5%. En Finlande le recul est plus prononcé au niveau des chiffres du PIB: 1991: -7%; 1992: -4%; 1993: -2%, qu'au niveau de ceux de la production industrielle (recul de -9,6% en 91, suivi d'une reprise dès 1992). En Espagne, nous avons les variations suivantes de la production industrielle: 1991: -0,8%; 1992: -1,7%; 1993: -3,5%. En Suisse, où la secousse a été nettement plus forte qu'en 1975 ou 1981, les chiffres de variation de la production industrielle sont: 1991: 0,5%; 1992: -0,7%; 1993: -1,1%

Afrique

L'Afrique, à peu près exclusivement exportatrice de matières premières agricoles ou minérales, subit les contrecoups de la crise du marché mondial, aggravés par les impérialismes dominants qui essayent de faire retomber leurs difficultés sur les pays les plus faibles: le cas de la dévaluation du franc CFA ou du dinar algérien en sont deux illustrations.

La Variation du Produit Intérieur Brut, en % par an, est pour le continent (le chiffre pour 93 est une estimation) la suivante: 1990: 1,9; 1991: 1,6; 1992: 0,4; 1993: 1,6. Ces chiffres ne laissent guère apparaître de mouvements significatifs; par contre si nous nous intéressons à quelques pays les plus importants jusqu'en 1992, nous avons:

Pays	1989	1990	1991	1992
Nigéria	+9,9	+7,2	+8,2	+4,8
R.A.S	+2,3	-0,5	-0,4	-2,1
Cameroun	+0,9	-7,3	-6,2	-5,4
C. d'Ivoire	-1,1	-2,0	-0,1	0,0
Algérie	-1,4	-0,2	+2,8	
Maroc	+3,7	+5,1	-3,0	

(source: FMI, «Perspective de l'Economie mondiale», oct. 1993)

Amérique Latine

L'Amérique Latine paraît être dans une situation un peu différente. Elle semble moins en phase avec les variations cycliques de l'économie mondiale que d'autres régions et la crise internationale l'a relativement peu affecté. Le Mexique et le Venezuela ne sont entrés en récession qu'au cours de l'année 1993, le Brésil aurait connu une certaine expansion économique après une récession en 1990, etc. Il est vrai que pour ce qui est du Brésil en particulier les chiffres sont à prendre cum grano salis, avec une certaine prudence, ne serait-ce qu'à cause d'une hyper-inflation qui rend difficiles toutes choses égales par ailleurs les mesures des variations réelles de la production.

Variation du PIB, en % par an

Pays	1990	1991	1992	1993
Argentine	0,1	8,9	8,7	6
Brésil	-4,4	0,9	-1,1	4
Mexique	4,4	3,6	2,7	1,9

(sources: FMI pour les 2 premières années, OCDE pour les suivantes)

A noter que ces chiffres du PIB masquent l'ampleur de la récession au Mexique, caractérisée par le recul de la production industrielle dès le troisième trimestre de l'année dernière, donc avant l'ouverture de son marché avec l'entrée en vigueur de l'ALENA que les nationalistes mexicains rendront sans aucun doute responsable de la crise.

Pays de l'Est

Le tableau est bien différent pour les pays de l'ex-Union Soviétique et les anciens satellites est-européens. Le ralentissement économique (parfois la récession ouverte, comme en Roumanie) était déjà présent dans les pays capitalistes d'Etat du glacié européen de l'URSS dès 1988. Il se transforma en crise économique pour la plupart d'entre eux en 1988, et la crise s'aggrava et gagna l'Union Soviétique en 1990. Selon l'OCDE le point le plus bas de la crise aurait été atteint en 1993 dans certains pays (Tchéquie, Pologne) qui seraient à la veille de la reprise, tandis qu'elle continue à s'accroître dans les pays issus de l'éclatement de l'URSS

Variation du PIB (en %)

Pays	1990	1991	1992	1993
Roumanie	-5,6	-15,0	-15,4	-4,0
Pologne	-11,6	-9,0	+1,0	+3,0
URSS	-6,8	-17,0		
Russie			-19,0	-11,0
Ukraine			-14,0	-20,0

(source: OCDE)

Les chiffres que donnent le FMI sont différents, surtout en ce qui concerne l'ex-URSS. Les changements politiques à l'Est se sont traduits par des changements de méthodes statistiques à des fins d'harmonisation avec les méthodes de la finance occidentale (autrefois on y calculait le Produit Matériel Net au lieu du PIB qui inclut en plus de la production «matérielle» les services, etc.); parfois il y a eu des démantèlements des services statistiques, sans parler même des modifications des Etats eux-mêmes: tout ceci incite à une prudence encore accrue sur les chiffres fournis.

Nous donnerons cependant les chiffres évocateurs suivants de la production industrielle en Russie (source: Goskomstat): 1991: -2,2%; 1992: -18,2%; 1993: -17%. Au total sur 3 ans la chute de la production industrielle aurait été d'environ 40%: un chiffre qui rappelle celui de la grande crise des années trente aux Etats-Unis. Notre parti a mené une bataille théorique incessante au cours du second après-guerre pour démontrer que le spectre de la grande crise devait nécessairement réapparaître et que l'Union Soviétique, non seulement n'était pas immunisée contre les crises, mais qu'elle serait inévitablement mordu au cœur par la crise mercantile générale, en résultat de décennies d'expansion capitaliste de part et d'autre du «rideau de fer»: Cette victoire théorique du marxisme est la préfiguration de sa victoire pratique.

Asie

Nous avons gardé pour la fin les pays d'Asie, car c'est là que la situation est la plus complexe. Le Japon, deuxième puissance capitaliste du monde ne voit pas encore le bout du tunnel. La récession y est la plus grave depuis celle de 1975 qui avait cependant été beaucoup plus brève. La hausse continue du yen asphyxie les possibilités de relance tandis que les rigidités du système économique et social qui ont épargné au capitalisme nippon les troubles sociaux, entravent maintenant l'adaptation à la pression économique harcelante des concurrents. Cela s'est traduit au niveau politique par une crise dans le système gouvernemental jusqu'ici figé dans une stabilité qui durait depuis plus de quarante ans. Le patronat japonais a appuyé les politiciens rénovateurs en leur fixant l'objectif clair de commencer une «dérégulation» à l'image de ce qui se fait en occident depuis des années sous le nom de Thatcherisme, libéralisme, etc. Bien entendu la crise politique reste toute entière à l'intérieur du système bourgeois et elle se déroule sur le fond d'une stabilité encore solide de la co-existence entre les classes. Mais ce sont les capitalistes eux-mêmes qui sont contraints de saper les fondements de cette stabilité sociale même dans le Japon du consensus.

En dehors du Japon, il existe un foyer de croissance constitué des fameux «petits dragons» (Corée du Sud, Taïwan, etc.) et de plus en plus de la Chine. Cette dernière bat tous les records de croissance économique avec des taux typiques de jeune capitalisme (taux qui, lorsqu'ils étaient l'apanage de l'URSS, étaient cités par les staliniens et leurs complices comme la «preuve» de la nature socialiste de ce pays) - au point que les dirigeants chinois ont pour premier souci de parler au risque de surchauffe économique. L'Inde elle aussi, le deuxième géant «endormi» de l'Asie, connaît une croissance honorable. L'Asian Development Bank (Manille) estimait dans une étude publiée le 12 avril dernier à 7,4% la croissance asiatique en 1993. Selon l'A.D.B. cette croissance devrait être supérieure à 7% pendant les deux prochaines années, ce léger fléchissement étant dû à la réduction prévisible de la croissance chinoise de 13,4% en 1993 à 10%

en 1994 et 9% en 1995...

Variation du P.I.B.

Pays	1990	1991	1992	1993
Corée (S)	9,2	8,5	4,7	4,3
Chine	4,3	7,8	13	13,4
Inde		5,2	1,3	4

(sources: FMI, OCDE. Pour l'Inde les chiffres portent sur des exercices allant d'avril à mars de l'année suivante)

La persistance de zones de croissance et le décalage entre les moments où la crise a frappé les diverses régions de l'économie mondiale expliquent que le commerce mondial n'a pas diminué en volume au cours de cette récession. Il n'y a pas eu de contraction globale des échanges. Le commerce mondial a cependant diminué en valeur (mesurée en dollars ou en DTS, c'est-à-dire un «panier» de monnaies); il n'y a eu diminution en volume du commerce selon l'OCDE que pour les échanges à l'intérieur de l'Europe (rappelons que ces chiffres ne prennent pas en compte les anciens pays pseudo-socialistes). Le commerce extérieur a représenté une bouffée d'oxygène pour les grands pays capitalistes (européens en particulier) et a permis d'amortir dans une certaine mesure la crise actuelle. La littérature économique cite souvent le cas du marché chinois de l'acier en pleine expansion qui, pour les producteurs occidentaux a été le seul débouché possible, tous leurs autres marchés habituels, domestiques ou étrangers étant saturés.

Evolution du marché mondial

(en volume)

1990: +4,5%, 1991: +2,4%, 1992: +4,6%; 1993: +3%.

* * *

Dans la suite de cet article nous examinerons l'évolution des rapports inter-capitalistes, et nous verrons quelles sont les conséquences de la crise sur la classe ouvrière internationale.

La jeunesse a fait reculer gouvernement et patronat

(Suite de la page 1)

une minorité et donc faire capoter le mouvement. Tous les médias ont repris comme un seul homme la rengaine sur les «casseurs» tandis que Pasqua avec la légèreté qui le caractérise est venu expliquer que c'était ce à quoi s'exposaient les jeunes s'ils persistaient à manifester. Peine perdue! Loin d'intimider les jeunes cette répression a renforcé leur détermination (à l'inverse de certains groupes révolutionnaires qui ont eu du mal à digérer cette menace des casseurs). Le chantage à la violence a beaucoup moins porté que lors des mouvements lycéens ou étudiants précédents. Enfin les manifs de jeunes scolarisés ont vu dans plusieurs cas la convergence avec des chômeurs, jeunes ou moins jeunes, qui ont fait éclater leur rage. Même les tentatives de récupération du mouvement par la confrérie enfin réunie pour la première fois depuis longtemps des bonzes syndicaux, n'a eu qu'un succès très mitigé: les bonzes se rappelleront longtemps d'une certaine manif parisienne où ils ont été copieusement arrosés de projectiles par les jeunes manifestants...

Il ne fallait pas bien entendu attendre de ce mouvement plus qu'il ne pouvait donner. Mais il aura eu le mérite de dévoiler que la classe bourgeoise vit toujours dans la crainte d'un mouvement de colère incontrôlable de la classe ouvrière. Ce qui est de bonne augure pour l'avenir et encourageant pour les possibilités de reprise de la lutte de classe...

Air-France: La force des travailleurs est dans leur organisation collective

Le gouvernement et la Direction d'Air-France pavoisent: les salariés d'Air-France ont approuvé à une écrasante majorité le plan de «redressement» présenté par le patronat, plan peu différent de celui qui avait mis le feu aux poudres cet automne et déclenché un conflit où le ministre avait vu une «révolte» évoquant mai 68...

Comment expliquer cette victoire «inattendue» des patrons? On pourrait rappeler qu'en juin 68 également le recours à la consultation avait servi à mettre fin démocratiquement au plus grand mouvement de grève qu'ait jamais connu la France. Et chaque militant ouvrier sait bien que pour acheter un mouvement en perte de vitesse, ou pour le prévenir, les patrons ou les bonzes syndicaux ont bien souvent recours au vote - et à bulletin secret - de façon à noyer la fraction décidée et combative dans les votes des hésitants.

La bourgeoisie est tellement sûre que dans les conditions habituelles, qui sont les conditions où sa domination sur les «opinions» des individus, reflet de sa domination sur la société, les consultations démocratiques de ces opinions donneront presque inmanquablement un résultat qui lui est favorable, que

dans beaucoup de pays, elle a institué l'obligatoire vote avant que puisse être déclenchée une grève.

Dans les conditions normales, seule une minorité de membres de la classe dominée peut s'émanciper de la résignation, du chacun pour soi, de la crainte, des inerties, pour se décider à la lutte collective. Mais lorsque la situation se tend parce que l'attaque patronale devient plus pressante et plus intolérable, cette minorité décidée peut entraîner derrière elle des couches plus larges qui arrivent dans la chaleur de l'action collective à entraîner jusqu'aux plus hésitants. Et lorsque la lutte devient d'une ampleur massive, obligeant les bureaucrates syndicaux à suivre pour ne pas être balayés, patronat et bourgeoisie savent qu'il est plus sage de céder momentanément. Car ils n'ignorent pas que lorsque la lutte est retombée, il ne reste plus rien de la force collective qu'ils redoutent, parce qu'il n'existe pas encore actuellement de véritable organisation de classe pour capitaliser cette force et maintenir au moins un embryon de réseau organisationnel dans les périodes de retombée de la lutte. C'est alors que l'action démobilisatrice de l'opportunisme syn-

dical collaborationniste peut jouer à plein et la machine de propagande patronale tourner à plein régime sans rencontrer d'opposition organisée.

La Direction d'Air-France a longuement préparé le terrain en présentant son plan comme la dernière chance pour sauver l'entreprise. Aucun syndicat, même pas la CGT et la CFDT qui ne l'ont pas signé, n'a fait campagne contre ce plan ou donné des consignes par rapport au référendum patronal. CGT et CFDT ont laissé les travailleurs «libres de leurs choix», c'est-à-dire les ont abandonnés face au piège patronal: plus hypocritement que les autres syndicats, ils ont ainsi tout autant que ceux-ci, fait le jeu de la Direction d'Air-France. En l'absence de leur seule source de force possible, l'organisation collective classiste, les travailleurs sont restés atomisés, isolés individuellement avec leur bulletin de vote.

Il n'est alors pas vraiment étonnant que la Direction ait remporté la victoire sur son terrain, le terrain de la démocratie...

Mais la Direction a remporté une bataille, elle n'a pas gagné la guerre. Pour les batailles à venir, si elle a des outils solides et des complices éprou-

vés, (1), il dépendra des travailleurs eux-mêmes, après avoir surmonté leur démobilisation, de se rappeler de la force qu'ils ont été capables de démontrer, **sur leur terrain**, le terrain de la lutte directe.

Il leur reste alors à opposer leur détermination à la détermination de leurs ennemis, la force à la force et surtout l'organisation de classe à l'organisation traîtresse de l'opportunisme.

Alors ils pourront vraiment à nouveau faire trembler les patrons et les bourgeois.

(1)Le quotidien patronal «Les Echos» en commentant le référendum prenait bien soin de rappeler le rôle précieux joué pour les patrons des syndicats opportunistes: «Le rôle des syndicats est (...) bien utile lorsqu'il s'agit de faire avaliser par la base un accord difficile. Les conflits récents (...) ont montré qu'en l'absence d'interlocuteurs syndicaux capables de prendre leurs responsabilités (lire: de faire le jeu des patrons), la consultation de la base (...) pouvait réserver de désagréables surprises» (12 avril 1994).

Correspondance: La longue lutte des dockers du Port Autonome de Marseille

MARSEILLE,
VILLE LIEE AUX DOCKERS

A Marseille, l'histoire du port se confond avec celle de la ville depuis la fondation de cette dernière pendant l'Antiquité, il y a 26 siècles environ, par une colonie de Grecs très développée aux niveaux maritime et commercial. C'est pourquoi la main d'œuvre portuaire - les dockers étant sa dernière forme historique - a toujours joué un grand rôle social dans ce port, le premier en France (1).

Mais comme tous les travailleurs en général, ces prolétaires, employés pour le chargement et le déchargement des navires, ont vu leur corporation évoluer, ce qui a engendré des variations en effectif et dans la forme du travail en fonction des modes de production et des développements du port et des moyens technologiques au fil du temps. A Marseille, il y aura de nombreux conflits dans les années 20 et 30. Lors de l'après-guerre, il en sera de même, le fait le plus marquant étant le refus des dockers phocéens d'embarquer du matériel militaire à destination de l'Indochine pour l'armée française qui se bat là-bas afin que sa propre bourgeoisie puisse continuer à assurer sa domination coloniale dans cette partie du monde. Il sera relaté dans un film, «le rendez-vous des quais», interdit de 1955 à 1989.

NAISSANCE DU P.A.M.

Afin de replacer les ports français parmi les plus compétitifs au niveau international, la bourgeoisie française va donner un statut d'autonomie aux six plus grands ports de l'Hexagone en 1965 (2). Le P.A.M. va naître en 1966.

Si le port phocéen continuera à constituer un seul ensemble économique et administratif comprenant les bassins de Marseille, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Lavéra et Fos-sur-Mer, au niveau de la manutention et de la main-d'œuvre, cet établissement public contrôlé par l'Etat est séparé en deux parties:

-Marseille-Est correspondant aux bassins portuaires installés à Marseille.

-Marseille-Ouest, appelé généralement Fos, regroupant les bassins des quatre autres villes citées ci-dessus.

De cette division, il y a donc deux B.C.M.O. (3) et deux syndicats (CGT) de dockers. En conséquence, les dockers de Marseille ne peuvent travailler à Fos et vice-versa, et chaque port a son propre fonctionnement (4) et sa propre histoire sociale.

BREVE HISTOIRE SOCIALE DES DOCKERS DE MARSEILLE-EST ET FOS DE 1966 A 1991

Les dockers de Marseille-Est, de 1966 à 70 participeront à de nombreuses luttes. La plus dure de celles-ci se déroulera en 1969. Les dockers, dont l'effectif est alors de 931 permanents (anciens dockers travaillant dans des entreprises de manutention comme contre-maîtres, conducteurs d'engins et pointeurs), 2600 «cartes G» (bénéficiant du statut de 47) et 1200 «carte O» (qui ne sont payés que lorsqu'ils travaillent), feront une grève de plus de deux mois pour contrer toute tentative de modification de leur statut. En 81, ils ne seront plus que 3200.

Il faut attendre 1987 pour les voir participer à un conflit presque aussi long. Dans ce port, où il ne reste pratiquement plus que des «cartes G»,

la CGT étant surtout influente en leur sein, la grève prendra fin au bout de 91 jours avec des négociations CGT/patronat portuaire, 600 dockers remerciés (pré-retraite à 51 ans ou départs volontaires avec une prime de 200.000 Frs) et de nombreuses concessions faites au patronat manutentionnaire.

A Marseille-Ouest, les dockers étaient employés jusqu'en 1968 par de petites entreprises à Port-de-Bouc et Port-Saint-Louis où se manutentionnaient quelques milliers de tonnes de frêt par an (bois et phosphates principalement).

En 68, le premier quai du nouveau port de Fos est mis en service pour recevoir des minerais. Puis par la suite, il y aura la construction d'installation pour les conteneurs dont le trafic passera de 0 à 5 Mt en 1988.

A l'inverse des autres ports, mais à l'instar du développement du trafic, le nombre des dockers ira croissant à Fos, jusqu'à 600 en 75 et 900 en 83. De la naissance du port au conflit de 87 qu'ils perdront aussi (mêmes concessions du patronat et une centaine de perte d'emploi en moins), les dockers de Fos ne participeront qu'à un conflit majeur en 74 quand le patronat d'une nouvelle usine de sidérurgie, construite dans le port et dont la production commencera cette année-là, voudra se passer des dockers pour décharger les navires sur ses quais en les remplaçant par son propre personnel. Les dockers s'opposent à cela et gagneront après un an et demi de conflit. L'accord stipulera que le minerai et le charbon seront déchargés par des dockers qui travailleront pour la Solmer en continu 24h sur 24 et embauchés pour trois trimestres en équipe à la suite de quoi une nouvelle équipe prendra le relais pour une durée identique.

Et puis en 91, certains d'entre eux feront une action qui sera très médiatisée. En février, les dockers CGT de Fos vont en effet refuser de charger 21 conteneurs de matériel militaire et de munitions sur un porte-conteneur saoudien à destination de l'armée française stationnée en Arabie Saoudite pour défendre les intérêts de la bourgeoisie impérialiste lors de la guerre du Golfe.

Les attaques (verbales) iront bon train contre ces dockers. A la Préfecture de Marseille, on demande l'application du droit commun sur le port. Gaudin appelle le gouvernement à «prendre les dispositions nécessaires»: La section marseillaise de l'Union Nationale des Parachutistes proteste et demande «au président de la République, chef des armées, que soient appliquées les lois en vigueur en temps de guerre». Et un élu CDS s'indignera que le PCF se dresse «contre la volonté nationale (sic) et boycotté l'effort de guerre» et que la CGT travaille (...) pour Amsterdam et Rotterdam (...) contre la France» (5).

Malheureusement, cela ne restera qu'une action isolée et les conteneurs partiront par un port du Benelux. Mais malgré tout, de sera un bon exemple pour le prolétariat du monde.

LA LUTTE DES DOCKERS DU P.A.M. DE LA MI-91 A L'ABOLITION DU STATUT DE 47

Les dockers du P.A.M. seront parmi les premiers à riposter à la volonté de l'Etat et de l'organisation patronale des ports d'abolir le statut de 47 en faisant quelques grèves pendant l'année 91. Ensuite lorsque cette volonté ne sera plus un vague projet mais du

La longue lutte des dockers du Port Autonome de Marseille

concret, la lutte des dockers se fera à l'échelon national et durera de fin octobre 91 à juillet 92. Les dockers du P.A.M. seront parmi les plus combatifs et les plus violents. Ils participeront à toutes les grèves et seront déterminés à conserver et leur statut et leur emploi (6).

Lorsque le statut de 47 sera définitivement aboli et remplacé par celui du 9 juin 92, quelques semaines après, en juillet, tous les ports signeront, à terme ou parfois avec quelques semaines de retard, la mise en application de la mensualisation de la corporation à l'exception de Saint-Malo (7).

DE LA CONTINUATION DE LA LUTTE A L'ACCEPTATION DU STATUT DE 92

Le 17 juillet 92, 370 dockers du P.A.M. acceptent la pré-retraite ou le congé-reconversion. Mais il en faut encore 400. Les dockers du P.A.M. refusent et veulent 40% de «cartes O» alors que le patronat de la manutention espère réduire l'effectif de ce port de 2026 dockers à 900 mensualisés et 200 occasionnels. Le bras de fer continue.

Le 8 août, dans de nombreux ports, dont le P.A.M. où 500 dockers manifestent, les dockers font une grève de solidarité pour leurs pairs du Ports Autonome de Dunkerque qui refusent la mensualisation. Ils demandent aussi le retrait des forces de l'ordre du P.A.D. Le 12 ils remettent ça suite à l'inculpation de 9 dockers du P.A.D.

Fin septembre, on en est à 110 jours de grève en 92 (il y en aura 95 en 93) au P.A.M. Début octobre, après deux mois de refus, la CGT accepte de participer à des réunions avec le patronat du P.A.M. qui menaçait d'utiliser et d'embaucher des «jaunes» à la place des grévistes, c'est-à-dire de tous les dockers du P.A.M. Durant celles-ci, la CGT acceptera la proposition patronale sur le pourcentage des occasionnels (20% à Fos et 15% à Marseille).

Le 30 octobre, la bourgeoisie et la presse attaquent les dockers du P.A.M. qui ont arrêté le travail le 28 et notamment ceux de Fos qui auraient refusé de charger du riz sur un navire pour la Somalie. La CGT va démentir cette «information» en communiquant que «les dockers de Fos (...) sont en grève pour défendre leurs justes revendications. Pour ne pas pénaliser l'action humanitaire en direction du peuple somalien, les dockers ont décidé de poursuivre à titre bénévole les opérations de collecte et d'ensachage du riz. Les dockers de France ont toujours été à la pointe en terme de solidarité internationale (NdIR: c'est peut-être vrai à Fos mais cela reste à prouver dans la majorité des ports. Quant à cette solidarité-là, elle est critiquable). Il y a quinze jours, les dockers de Bordeaux ont adopté la même attitude lors de l'envoi d'un bateau humanitaire (...)» (8).

Le 31 octobre, nouvelle négociation mais pas de signature. Le 4 novembre, idem mais deux points sont acceptés: le nombre de mensualisés (648 à Marseille-Est et 309 à Fos) et le nombre d'occasionnels (202 à Marseille et 136 à Fos). Les dockers du P.A.M., isolés, faiblissent vu que leur syndicat est prêt à accepter les autres points sans consulter sa base.

Le 13 novembre, les dockers phocéens votent à bulletin secret sous contrôle d'un huissier pour accepter

ou non les points en suspens. Résultat du vote: 25 bulletins blancs, 497 pour et 1291 contre le statut de 92. Pour «fêter» cette victoire, ils font grève 24 heures.

Ensuite la situation ne change pas jusqu'au début 93 quand le patronat manutentionnaire modifie le protocole d'accord et augmente les indemnités de départ de 300 millions de francs. La CGT est satisfaite. Et mi-janvier 93, le patronat de la manutention et la CGT signent le protocole d'accord aussitôt agréé par l'Etat. Dorénavant, les dockers du P.A.M. sont sous le statut de 92 et vont être mensualisés.

DEPUIS MI-JANVIER 93

Il faudra attendre le 15 mars pour que les dockers du P.A.M. où le plan social coûtera 1100 millions de francs, renouent avec la grève. La F.N.P.D. revendique la valorisation des rémunérations de base bloquées depuis 91. Le mouvement est suivi dans bon nombre de ports dont au P.A.M. à 100%.

Le 3 mai, c'est le premier jour d'application du statut de 92 au P.A.M. Les dockers de deux sociétés de manutention font grève pour marquer leur désaccord avec le patronat manutentionnaire sur les salaires, le manque d'organisation dans le travail et la représentativité syndicale. Ce sont ces mêmes points, l'insuffisance des primes de productivité et les problèmes du statut des occasionnels qui seront à l'origine d'une nouvelle grève de 48 heures les 15 et 16 mai par tout les dockers du P.A.M. Le 23 mai, ils participent à une grève nationale.

Le 9 juillet, les dockers bloquent les ferries de la S.N.C.M. (Société de Navigation Corse-Méditerranée) plusieurs heures parce que deux dockers doivent être chaque jour, durant 7 heures sur chaque ferry à destination de la Corse, affectés pour les manoeuvres de débarquement et d'embarquement de véhicules. Mais la S.N.C.M. refuse d'employer ces dockers. Suite à ce débrayage, elle va accuser les dockers de «racket» et menacer de transférer ses ferries sur Toulon. En réalité, la compagnie se sert de ce mouvement pour discréditer une fois de plus les dockers marseillais puisque ces ferries doivent déménager provisoirement suite à des travaux d'aménagement à La Joliette où se trouvent les quais où ils accostent.

Les 10 et 11, la majorité des dockers, dont ceux du P.A.M., sont en grève. La F.N.P.D. dénonce l'U.N.I.M. (9) qui «après avoir chassé 4000 emplois statutaires (...) a recourus à plus de 5000 occasionnels journaliers» (10), ceux-ci n'étant plus enregistrés au B.C.M.O. mais par le patronat qui a eut le feu vert des dirigeants du P.A.M. pour les employer comme «jaunes» en cas de grève futures.

Le 30 juillet, 779 mensualisés et 339 occasionnels du P.A.M. font une grève de 24 heures suite à des divergences entre CGT et patronat sur 14 points dont les règles de sous-traitance des entreprises de manutention et l'identité professionnelle des occasionnels susceptibles d'être embauchés l'été. Le 18 août, l'Union Maritime (syndicat des usagers du P.A.M.), le Semfos (syndicat des employeurs de manutention de Marseille-Fos), la S.N.C.M. et la CGT des dockers du P.A.M. se rencontrent. Résultat: signature d'une trêve sociale de 6 mois sans le consentement des dockers.

Mi-septembre, il y a du nouveau. Le C.N.U.T. (Conseil National des Usagers des Transports, regroupant les chargeurs maritimes) va, après une mise en garde et du chantage face au patronat portuaire suite aux grèves à répétition des dockers notamment au P.A.H. (Le Havre) et au P.A.M. appeler au boycott

de ces deux ports. Ce boycott sera passager et individuel et ne concernera pas le transit des hydrocarbures. Ainsi la C.G.M. et la Nedlloyd, pour ne citer que les plus connues de ces compagnies maritimes, décideront de ne plus faire escale dans ces ports durant quelques temps car si elles se réjouissent de la réforme portuaire, elles critiquent la lenteur de sa mise en application et les grèves très nombreuses.

Au même moment, le patronat de la manutention et la CGT se rencontrent et signent un accord réglementant les conditions de travail mais ne résolvant pas d'autres points. Ainsi les dockers surveillant le mouvement des véhicules sur les ferries pour la Corse seront employés par la S.N.C.M. sur les ferries à destination de l'Algérie et ce seront les arabes qui paieront ces dockers. Quant aux occasionnels, ils devront être pris dans les effectifs CGT, le syndicat fermant, en contre-partie, les yeux sur les embauches de dockers choisis par le patronat qui n'arrive pas à organiser convenablement le travail mais a su envoyer tous les mensualisés en congé d'été en même temps pour magouiller dans l'effectif des occasionnels.

Par la suite, il n'y aura eu que deux grèves de 24 heures dans plusieurs ports dont au P.A.M. Le 12 octobre, à l'appel de la F.N.P.D., qui dénonce une fausse mensualisation permettant à l'U.N.I.M. de «conserver les avantages de l'intermittence et imposer une flexibilité totale du travail». Le 13 janvier 94 pour demander la réintégration de deux dockers de Bayonne licenciés pour une histoire de plus d'un an pour l'un et pour menace de mort contre un patron pour l'autre.

Depuis, le P.A.M., qui a vu le retour de certaines compagnies maritimes, vit quasiment normalement au niveau du trafic et de la main-d'oeuvre. Mais la bourgeoisie n'a pas atteint le but qu'elle s'était fixée dans ce port bien qu'elle s'y emploie inlassablement. A savoir briser le syndicat des dockers du P.A.M. car c'est le plus combatif de la corporation avec celui du Havre (ce dernier étant «apolitique») et parce que ces ouvriers représentent la corporation la plus combative de la région marseillaise.

Il faut donc prévoir de nouvelles luttes dans ce port à l'avenir. Port où les dockers ont montré, malgré les critiques qu'on peut leur faire, qu'ils savent lutter et se montrer solidaires comme dernièrement, le 7 février, arrêtant durant 24 heures le travail en solidarité avec les travailleurs de Sud-Maritime et pour demander l'évacuation des forces de l'ordre du P.A.M.

(1)30% du trafic portuaire français, 15.000 emplois directs.

(2)Voir l'article dans «le prolétaire» numéro 416.

(3)Bureau Central de Main d'Oeuvre portuaire.

(4)Il y a un tour de rôle à Fos, ce qui n'est pas le cas à Marseille. Les salaires varient donc entre les deux parties du P.A.M.

(5)Source: les quotidiens marseillais du lendemain.

(6)Voir «le prolétaire» numéro 416 et 420.

(7)Les dockers de Saint-Malo ont signé fin novembre 93. Ils furent les derniers à accepter le nouveau statut et la mensualisation, jouant sur le fait qu'étant moins de 100 dockers sous le statut de 47, ils étaient dans une situation particulière dont bénéficiaient les ports dans ce cas.

(8)«Le Marin» du 30 octobre 92.

(9)Union Nationale des Industries de la Manutentions.

(10)«Le Marin» du 16 juillet 93.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

«PROGRAMME COMMUNISTE» Revue théorique du P.C. International Au sommaire du numéro 93 (mars 1993):

**-Marxisme et écolo-socialisme:
-Deux conceptions antagoniques
de classes aux intérêts opposés
-Histoire de la Gauche Communiste
d'Italie, section de
l'Internationale Communiste
-Vers le parti communiste
-Le capitalisme soviétique en crise (2)
-Points sur la question de la lutte
immédiate et des organismes
indépendants (2)
-La portée de la scission de 1952
dans le Partito Comunsita
Internazionalista**

**Prix de l'exemplaire: 25FF /
140Fb / 10FS / 5000Li / 10DM /
450Pts / US\$4**

IL COMUNISTA No 39 -Nov. 93/Feb. 94

**-L'ennesimo spettacolo osceno
dell'elettoralismo
-Sulle nuove rappresentanze
sindicali in fabbrica
-ELEFIAT: vertenza Fiat ed
elezioni
-Il partito degli indecisi
Pruriti militaristi nel mondo
-Ricordando un compagno della
vecchia guardia: Riccardo
Salvador
-La questione della ripresa
della lotta di classe del
proletario e i compiti dei
comunisti (parte 2°)
-A proposito di «epigonismo»...
e di immacolata concezione**

La lutte impitoyable contre l'opportunisme, seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier

(Suite de la page 1)

nouvelle époque impérialiste. Le capital financier bénéficie d'une situation de monopole **non plus** dans un seul pays mais dans plusieurs grandes puissances d'ailleurs très peu nombreuses. (Au Japon et en Russie, le monopole des forces militaires, d'immenses territoires occupés ou de certaines commodités pour piller les étrangers, comme la Chine par exemple, suppléent en partie ou s'ajoute au monopole du capital financier contemporain, moderne). Il résulte de cette différence que le monopole de l'Angleterre **a pu** rester **incontesté** pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier actuel est contesté avec acharnement; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Dans la période précédente, on pouvait corrompre, acheter la classe ouvrière de **tout un** pays pendant des dizaines d'années. Maintenant c'est une éventualité invraisemblable, voire impossible; en revanche **toute** «grande» puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches **moins nombreuses** (que dans l'Angleterre de 1848 à 1868) de «l'aristocratie ouvrière». Autrefois un «**parti ouvrier bourgeois**», selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était le seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Actuellement un «**parti ouvrier bourgeois**» est **inévitabile** et typique pour **tous** les pays impérialistes; mais en raison de la lutte acharnée que se livrent ces puissances pour le partage du butin, il est improbable qu'un parti de ce genre puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. Car les trusts, l'oligarchie financière, le renchérissement de la vie, et d'autres causes, tout en **permettant** de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, tourmentent et martyrisent de plus en plus **la masse** du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'un côté, il y a une tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à faire d'un tout petit nombre de nations extrêmement riches et privilégiées de «perpétuels» parasites sur le corps de l'humanité; la tendance de ce monde est de «se reposer sur ses lauriers», en exploitant les Noirs, les Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part s'affirme la tendance des **masses** plus opprimées que jamais et qui subissent toutes les calamités des guerres impérialistes, à se débarrasser de ce joug et à renverser la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais, inévitablement, l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas un phénomène dû au hasard; elle a sa raison d'être économique. La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des «partis ouvriers bourgeois» de social-chauvins dans **tous** les pays. Les distinctions que l'on voudrait établir entre un parti formé selon toutes les règles, comme celui de Bissolati en Italie, - c'est-à-dire un parti absolument social-impérialiste - et, disons, le pseudo-parti à moitié constitué des Potressov, des Gvozdev, des Boukine, des Tchkhéidzé, des Skobelev et cie, - ces distinctions-là n'ont aucune va-

leur. Ce qui importe, c'est que, du point de vue économique, le rattachement de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est parvenu à maturité et s'est achevé; quant à la forme politique, ce fait économique, ce changement des rapports de classe s'en trouvera une sans trop de «difficulté».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne, - la presse, le parlement, les syndicats, les congrès, etc., - ont créé des privilèges et des aumônes **politiques** correspondant aux privilèges et aumônes économiques, pour les employés et ouvriers réformistes et patriotes, respectueux et dociles. Des places lucratives et tranquilles dans les ministères, dans les différentes commissions, dans les rédactions des «solides» journaux légaux ou dans les directions des non moins «solides» syndicats ouvriers et «d'obédience bourgeois», - voilà ce que la bourgeoisie impérialiste utilise pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des «partis ouvriers bourgeois».

Le mécanisme de la démocratie politique agit dans le même sens. Au siècle où nous sommes, on ne peut se passer d'élections; on ne peut faire fi des masses; or il est **impossible**, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, d'entraîner les masses derrière soi si l'on ne dispose pas d'un large réseau, systématiquement établi et solidement outillé pour la diffusion des flatteries, des mensonges, des impostures, des jongleries avec les mots populaires à la mode, pour promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, - pourvu seulement qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie.

(...) Quelques-uns des leaders social-chauvins d'aujourd'hui peuvent revenir au prolétariat. Mais le **courant** du social-chauvinisme ou (ce qui revient au même) de l'opportunisme ne peut ni disparaître, ni «revenir» au prolétariat révolutionnaire. Dans les milieux ouvriers où le marxisme est populaire cette tendance politique, ce «parti ouvrier bourgeois», revendiquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire comme on ne peut empêcher une firme commerciale d'employer n'importe quelle étiquette, n'importe quelle enseigne ou publicité. Dans l'histoire il est toujours arrivé que les noms des chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, servent, après leur mort, à leurs ennemis pour duper ces mêmes classes opprimées.

C'est un fait que des «partis ouvriers bourgeois», en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans **tous** les pays capitalistes avancés, que sans une lutte résolue, impitoyable, sur toute la ligne, contre ces partis - ou contre les groupes, les tendances analogues, - il ne peut être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste.

(...) Nous n'avons pas la moindre raison de penser que ces partis puissent disparaître **avant** la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'allumera, plus les poussées et les secousses seront brusques et violentes dans son processus, et plus deviendra important, dans le mouve-

ment ouvrier, le combat des masses révolutionnaires déchaînées contre le courant opportuniste et petit-bourgeois. Le kautskisme n'a rien en lui-même d'une tendance indépendante, autonome, car rien ne le rattache aux masses ni aux éléments privilégiés qui se sont livrés à la bourgeoisie. Mais le danger du kautskisme est en ceci qu'en utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de mettre en accord le prolétariat avec le «parti ouvrier bourgeois», il tâche de maintenir l'unité du prolétariat avec ce parti dont il voudrait ainsi relever l'autorité (...).

Un des sophismes les plus répandus du kautskisme, c'est son prétendu attachement «aux masses». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous couper des masses et des organisations de masses! Mais réfléchissez à la façon dont Engels posait la question. Les «organisations de masses» des trade-unions anglaises, au XIXe siècle, soutenaient le parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement qu'une **minorité du prolétariat**. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui les organisations ne rassemblent pas plus du cinquième du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible en régime capitaliste de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre d'adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique: cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIXe siècle, et qui est

vraie maintenant pour l'Allemagne, etc. Engels distingue entre le «parti ouvrier bourgeois» des **vieilles** trade-unions, la minorité privilégiée, et la «masse **inférieure**», la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui **n'est pas** contaminée par la «respectabilité bourgeoise». Là est le fond de la tactique marxiste!

Nous ne pouvons - et personne ne peut - prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les «défenseurs de la patrie» dans la guerre impérialiste ne **représentent** qu'une minorité. Et notre devoir par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est de **descendre, d'aller en profondeur**, vers les véritables masses: là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et les influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses périodes des guerres et des trêves impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte impitoyable contre celui-ci, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dénoncer toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler: telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

Lénine (Oeuvres Complètes Tome 23)

L'Algérie après les accords avec le FMI

(Suite de la page 1)

pour assurer les importations indispensables à l'activité économique - et à la survie de la population - le capitalisme algérien a cherché à «reprofilier» sa dette: emprunter de l'argent à long terme pour payer ses échéances à court terme (ce qui revient à transformer une dette à court terme en dette à long terme); le problème est qu'on ne se bouscule pas pour prêter de l'argent à un pays en difficulté, il faut une volonté politique des grands Etats. L'autre solution est de se tourner vers le FMI, qui prête de l'argent à faible taux d'intérêt, mais en contrepartie exige l'application d'un programme économique contraignant pour «remettre en ordre» les finances du pays, avant d'accepter de «ré-échelonner» la dette extérieure, c'est-à-dire de suspendre pour un certain temps son paiement.

Jusqu'à présent, le pouvoir algérien se disait hostile à l'option FMI officiellement parce que cela signifierait payer plus cher de nouveaux emprunts (!), cela entraînerait des risques accrus pour l'équilibre social, et enfin ce serait une perte de souveraineté.

Les autorités française (la France est le premier partenaire commercial de l'Algérie et son plus gros prêteur) ac-

cusent les banques américaines d'être hostiles à un «reprofilage» en vue duquel un consortium de banques internationales dirigé par le Crédit Lyonnais avait été mis sur pied.

Mais ces derniers temps, on a commencé à y voir un peu plus clair dans le jeu complexe des différents impérialismes. Nous suivons ici en partie un article du «Financial Times», un des organes de la finance britannique et internationale (2). Le quotidien rappelle d'abord qu'une partie de la dette algérienne a déjà été «refinancée» entre 1989 et 1991: vis-à-vis du Japon (1,5 milliard de dollars) et vis-à-vis de l'Italie (2,7 milliards de dollars), malgré une «forte opposition du Trésor Français» dans ce dernier cas. La France dont «les vues ont un poids considérable parmi les débiteurs privés et multilatéraux de l'Etat algérien» a en effet bloqué toute tentative ultérieure de «reprofilage». Elle fait pression pour que l'Algérie passe sous les fourches caudines du FMI, parce qu'elle compte bien prendre la part du lion dans l'ouverture inévitable aux investissements étrangers que cela signifie: chassée par la nationalisation, des champs pétrolifères sahariens, elle salue à la perspective d'y remettre la main dessus...

La principale opposition est venue non de l'Algérie, mais du ... Japon. Le

L'Algérie après les accords avec le FMI

Japon est en effet le deuxième débiteur de l'Etat algérien avec 4,5 milliards de dollars prêtés essentiellement par des banques sous garantie de l'Etat. En cas de ré-échelonnement de la dette, ces banques perdraient gros. Leur responsable japonais a donc menacé: «*la demande d'un ré-échelonnement non seulement rendra impossible pour le Japon d'accepter de nouveaux engagements pendant une période considérable, mais cela rendra aussi plus difficile pour les parties japonaises de réaliser les contrats commerciaux et le paiement des prêts déjà accordés pour les contrats*».

Cette menace est d'un poids certain pour l'Etat algérien car le Japon a notamment entrepris la construction d'une usine de liquéfaction de gaz qui en ferait un gros client du gaz algérien.

L'impérialisme français, lui, ne serait guère attristé des déboires nippons, mais comme le Japon a un poids supérieur au sien dans le FMI et les autres organisations financières internationales que Paris voudrait mettre à contribution pour les pays de la zone franc, il a fallu composer avec Tokyo. Des ministres algériens et français ont fait successivement le déplacement jusqu'au Japon et finalement ce dernier a accepté de lever son opposition à condition qu'un traitement de faveur lui soit accordé: en gros qu'une partie de l'argent déboursé par le FMI serve à payer ses banques...

VERS LA DICTATURE MILITARO-ISLAMIQUE?

La dégradation continue de la situation politique peut se mesurer au rythme des attentats islamiques et, chose que ne relèvent jamais les médias français, aux assassinats et à la terreur d'Etat. De véritables commandos de la mort para-militaires sont responsables d'enlèvements de supposés islamistes dont les cadavres affreusement torturés sont ensuite intentionnellement abandonnés. Cela s'est passé par exemple à Blida, fief islamiste bien que situé dans une zone à forte présence militaire, où le ministre de l'intérieur est venu symboliquement tenir une conférence de presse pour indiquer que Blida était «libérée»: la venue du ministre a été précédée par le passage des escadrons de la mort dans les quartiers populaires.

La classe dirigeante est traversée de contradictions et de rivalités de classes féroces: le chef militaire de la région de Blida par exemple a été relevé de ses fonctions car accusé de sympathies islamistes. Le journal «L'Hebdo Libéré» lié à certains cercles de l'armée (3) a été victime d'un attentat meurtrier mis sur le compte des islamistes, mais probablement oeuvre d'une fraction militaire opposée à tout compromis avec les islamistes et contre laquelle ce journal mène une violente campagne. L'évasion d'un millier de détenus islamistes de la prison de «haute sécurité» de Lambèze, début mars, a nécessité des complicités militaires (des transports de troupes ont été utilisés pour évacuer les évadés).

La conclusion d'un accord avec le FMI aura des retombées sociales dramatiques: après la dévaluation du dinar de 40%, la réduction ou la suppression des subventions aux produits de base, la liquidation des entreprises non rentables ou virtuellement en faillite, la réduction générale du nombre d'emplois de la Fonction Publique, etc. - mesures classiques de tout «programme d'ajustement» du FMI - entraînera une aggravation du chômage et une baisse de niveau de vie des masses laborieuses.

Pour contenir la colère de la population, le pouvoir doit nécessairement élargir sa base sociale. Les tentatives en direction des partis politiques classiques n'ont donné aucun résultat lors de la «Conférence Nationale» au début de l'année. Le nouveau «Conseil National de Transition» est boycotté par le FLN, le FFS, le RCD, etc. (même par les trotskistes du PT!). La véritable ouverture doit se faire en direction des islamistes et la mise à l'écart du premier ministre Rêdha Malek semble correspondre à cet objectif.

Cette perspective d'un accord-compromis avec les islamistes a les faveurs de l'impérialisme français; elle est décrite ainsi par le «Le Figaro»: «*La stratégie imaginée par les militaires est claire. Ils vont pendant 6 mois tenter d'écraser les islamistes les plus extrémistes (...) tout en essayant de négocier avec les chefs historiques du FIS, (...) l'organisation à l'amiable d'une dictature militaro-islamiste*» (4). A la grande fureur des français, les américains estiment, eux, que les islamistes vont inévitablement l'emporter et ils chercheraient à négocier avec ces derniers (5).

Si certaines fractions de la classe dominante sont prêtes à tout pour éviter de partager leurs privilèges, la menace de troubles sociaux les convaincront rapidement que seuls les islamistes sont capables d'être entendus des chômeurs et des déshérités, et donc capables d'être un rempart de l'ordre établi.

L'influence des partis bourgeois «démocratiques» ne va guère en effet au-delà d'une couche assez mince de la petite-bourgeoisie francophone, la seule exception étant les partis à base berbère, le FFS et le RCD.

La classe ouvrière algérienne, victime désignée des prochaines mesures économiques est loin d'être passive en dépit de la pression causée par le renforcement constant de la terreur d'Etat et les exactions islamistes. A la fin de l'année dernière, la grève massivement suivie des enseignants malgré la propagande des médias, l'agitation dans la zone industrielle d'Alger, où la grève de 18.000 travailleurs a failli éclater, en sont le témoignage. De même le succès des manifestations organisées au début de l'année en Kabylie par le MCB (Mouvement Culturel Berbère) ou à Alger en avril, malgré leurs ambiguïtés reflètent le mécontentement social croissant (la manifestation dite «des femmes» du 22 mars a par contre été une manifestation de soutien à l'armée et au régime).

Ce mécontentement a contraint les bonzes de l'UGTA a durcir leur ton contre l'accord avec le FMI. Le secrétaire général Benhamouda a même menacé que l'UGTA pourrait «devenir extrémiste!» Mais aux journalistes qui lui rappelaient qu'il avait publiquement déjà approuvé l'accord, ce pantin n'a trouvé autre chose à répondre que: «*Qui dans ce pays, n'emploi pas un double langage?*» (6).

Pour la classe ouvrière, la situation n'est pas facile. Il leur faut éviter d'écouter les sirènes démagogiques des islamistes comme les appels de ceux qui, à l'instar des ex-staliniens de Ettahadi, l'appellent à soutenir les fractions jusqu'au-boutistes de la classe dirigeante, ou du RCD bavardent sur la «résistance armée» aux islamistes; il leur faut éviter de prendre pour argent comptant les discours des bonzes syndicaux vendus à l'Etat bourgeois. Elle doit savoir qu'elle est l'ennemi véritable des islamistes comme des anti-islamistes. Mais il lui faut prendre conscience qu'elle seule a en réalité la

force de résister aux attaques bourgeoises d'où qu'elles viennent, qu'elle seule a la potentialité de changer le monde en détruisant le système capitaliste.

La condition de ce changement complet du rapport de force est que l'avant-garde prolétarienne rompe avec toutes les alternatives bourgeoises pour se réapproprier le programme communiste et s'engage dans la reconstitution du parti de classe international, organe indispensable de la classe ouvrière pour résister aux forces coalisées du capitalisme national et international, et pour aller vers la révolution prolétarienne mondiale.

Ce chemin est long mais c'est le

seul qui n'est pas illusoire. Il n'y a pas de raccourcis.

(1)«Libération», 11 avril 1994. «Le Matin», 17 février 1994.

(2)«Financial Times», 17 décembre 1993.

(3)L'hebdomadaire parisien «Courrier International» assure qu'il s'agit des services secrets.

(4)Cf «Jeune Afrique», 24 février 1994.

(5)L'impérialisme français lui aussi cherche à négocier avec les islamistes, par l'intermédiaire du Soudan.

(6)Voir «Liberté», 19 avril 1994.

Pérou: Le Sentier Lumineux est une voie sans issue

Dans les numéros 418 et 419 du «Proletaire» nous avons analysé les positions politiques de l'organisation guérillériste péruvienne PCP-«Sentier Lumineux».

Afin de couper court à toute accusation facile de déformer les faits ou d'accorder du crédit à ce que la presse bourgeoise ou des réformistes déclarent, nous nous étions bornés à une critique des textes publiés par le SL lui-même, laissant volontairement de côté toute analyse critique de ses actions. L'inconvénient de cette méthode est qu'elle confère à la critique un caractère purement théorique, qui en diminue l'efficacité: après tout si le SL lutte révolutionnairement, les armes à la main, contre les capitalistes et leur Etat, la critique la plus dévastatrice de ce qu'il publie ne peut qu'être l'oeuvre de théoriciens coupés de la réalité ou d'intellectuels cherchant des prétextes pour justifier leur refus de s'engager dans la lutte: voilà le type de raisonnement classique de tout immédiatiste, de tout «concrétisme», pour qui la théorie, le programme et les principes ne sont pas les facteurs indispensables pour définir, orienter et encadrer l'activité pratique, mais des éléments secondaires par rapport à cette dernière qui se suffit à elle-même.

Notre critique du SL restait donc incomplète. Il manquait la démonstration dans la pratique de ce que nous avons démontré sur le plan théorique: le fait que cette organisation est étrangère au communisme révolutionnaire et qu'elle représente pour la classe ouvrière et les masses exploitées du Pérou une voie sans issue.

Cette démonstration pratique ne s'est pas fait attendre longtemps et elle est venue de la bouche même du fameux «Président Gonzalo» autour de qui le SL avait organisé un culte de la personnalité délirant selon la répugnante tradition stalino-maoïste. En effet quelques mois après sa capture et sa condamnation à la prison à vie, Gonzalo dans des lettres au président péruvien Fujimori et des interviews télévisées, a appelé à l'ouverture de négociations pour l'arrêt de la guérilla.

Ces déclarations ont eu un retentissement énorme au Pérou parce qu'elles

tranchaient avec les proclamations triomphalistes du SL sur l'imminence d'une insurrection généralisée et de la chute du gouvernement. Approuvées par les autres dirigeants emprisonnés du SL, les déclarations de Gonzalo affirmant entre autres qu'il avait mal jugé le gouvernement Fujimori ont été abondamment utilisées par celui-ci lors de sa campagne électorale lors des élections de l'automne dernier, au point que certains journaliste ont pu écrire que Gonzalo était devenu le principal allié de Fujimori!

Ce retournement a souvent été expliqué par le fait que les dirigeants sendéristes auraient craqué au bout de quelques mois de pression. Le chef des services secrets péruvien a expliqué en long et en large comment il aurait «retourné» Gonzalo en lui accordant quelques faveurs et en faisant preuve de psychologie.

Ces explications sont un peu courtes. La véritable faiblesse des chefs sendéristes n'était pas d'ordre psychologique, mais **politique**. L'orientation générale du SL est nationaliste, et les autorités étaient dénoncées et combattues au nom de la nation qu'ils auraient trahi en se vendant à l'impérialisme américain. La querelle du régime Fujimori avec les Etats-Unis et sa mise en quarantaine par les autres Etats de la région est sans aucun doute apparue aux yeux des chefs sendéristes emprisonnés comme l'occasion d'aller dans le sens de cette alliance nationale explicitement prévue par les Etats-Unis (1).

Que le gouvernement Fujimori n'ait pas jugé bon de donner suite à cette demande de négociations, ni même de récompenser Gonzalo par l'assouplissement de ses conditions de détention, cela s'explique par le rapport de force réel sur le terrain (2). Et d'autre part c'est aussi la démonstration que la prise de position des chefs sendéristes n'est pas le résultat de marchandages avec des gens brisés par la répression et prêts à tout pour améliorer leur sort.

Les déclarations de leurs dirigeants emprisonnés ont évidemment semé la confusion parmi les militants sendéristes

(Suite en page 10)

Une polémique révélatrice du CCI

Dans deux articles récents de son mensuel «*Révolution Internationale*», le Courant Communiste International dénonce ce qu'il appelle notre «*opportunisme*» à l'occasion de nos critiques des trotskistes de Lutte Ouvrière. La façon dont nous critiquons L.O. ne plaît pas du tout au CCI, au point que sur R.I. n°229 (décembre 93), il se demande solennellement si nous ne devons pas être comptés «*au nombre des ennemis de la classe, à la queue des gauchistes*». Grave question, qui aurait de quoi nous faire frémir si elle était émise par d'authentiques communistes! Mais le CCI a beau prétendre sans rire que «*comptable devant la classe ouvrière entière [sic!] (comme chaque composante du milieu révolutionnaire) des minorités communistes que le prolétariat a sécrétées [!], [il] se doit de réagir à cette nouvelle marque de son [?] glissement vers l'extrême-gauche des forces bourgeoises qu'inscrivent les camarades présumés révolutionnaires du 'Prolétaire'*», tout son article démontre une lourde ignorance, non seulement de la syntaxe - ce qui n'est pas bien grave -, mais surtout du marxisme - ce qui l'est beaucoup plus pour des prétendus communistes.

En plus du ton de notre article («*Lutte Ouvrière, agent de la propagande réformiste*», dans Le Prolétaire n°422) qu'il juge avec indignation «*certes sévère, mais somme toute fraternel*», le CCI nous reproche essentiellement de parler d'**opportunisme** à propos de Lutte Ouvrière. Or affirme, péremptoire, notre comptable communiste international, «*pour les marxistes, ce terme ne s'applique qu'aux organisations politiques du prolétariat*» alors que L.O. et ses conseillers trotskistes sont des organisations politiques de la bourgeoisie. Ne pas les caractériser d'organisations **bourgeoises** reviendrait à accomplir un «*travail d'obscurcissement de la conscience de classe*» en trompant en quelque sorte les ouvriers: «*Voir un opportunisme inexistant dans une organisation bourgeoises et conséquente telle que L.O. C'est de leur part [la nôtre-NdIR], un franc opportunisme. Très exactement, ils sont centrés par rapport à l'extrême gauche bourgeoise*».

Il suffit au lecteur de bonne foi de jeter un coup d'oeil aux textes de Lénine et du véritable mouvement communiste international avant sa dégénérescence pour constater notre fidélité rigoureuse au vocabulaire comme à l'analyse marxistes. Le CCI ignore l'un comme l'autre, ce qui explique qu'il fait un contresens grossier sur les termes et qu'il n'a pas la moindre idée du soin mis par les bolchéviks à évaluer l'importance et le rôle politique de l'**opportunisme**, principal pilier de la domination bourgeoise dans la classe (les organisations traditionnelles du réformisme et de la collaboration des classes) et du **centrisme** (les courants pseudo-révolutionnaires, congénitalement suivistes par rapport aux premières), principal obstacle à la rupture de l'avant-garde prolétarienne avec l'opportunisme et à sa cristallisation en parti communiste.

Ces courants, explique Lénine dans des textes qui ont gardé tout leur intérêt (1), ont une base matérielle créée par le capitalisme; ils correspondent aux aspirations politiques et sociales de l'**aristocratie ouvrière** (dont le CCI nie l'existence) et des couches périphériques à la classe ouvrière. Ils ne peuvent disparaître ou s'affaiblir du jour au lendemain en conséquence d'une prise de conscience de leurs partisans, mais seulement après que le capitalisme ait mis fin à la situation relativement privilégiée de ceux-ci. La lutte politique et pratique pour combattre leur influence sur les larges couches de la classe ouvrière ne prend donc fin qu'après la révolution.

Mais dans la nuit théorique du CCI, tous les chats sont gris. A quoi bon se casser la tête à faire des analyses marxistes puisque du Front National à Lutte Ouvrière ce ne sont que des organisations bourgeoises

à mettre à peu près sur le même plan? A quoi bon prendre la peine de réfuter théoriquement et politiquement les arguments des organisations influentes dans la classe ouvrière ou parmi les éléments qui cherchent à rompre avec le réformisme, à quoi bon même chercher à comprendre les raisons de cette influence? Tout ceci est même suspect puisqu'il suffit de crier le plus fort possible à l'*organisation bourgeoise!*

Le CCI s' imagine peut-être avoir ainsi une attitude très révolutionnaire: mais cette attitude qui trahit par ailleurs son indigence théorico-politique, a surtout pour fonction de masquer le fait qu'il appartient lui-même intégralement à ce monde des organisations pseudo-révolutionnaires, **centristes**, qu'il affecte de dénoncer bruyamment.

Du purisme au social-chauvinisme

Nous en avons une illustration éclatante dans le deuxième article de «*Révolution Internationale*» («*Le PCI s'enfoncé dans l'opportunisme*», R.I. n°232, mars 1994) ou est attaquée notre critique du suivisme de L.O. par rapport au sionisme: il apparaît en effet que le CCI a le même type de position que L.O., à savoir qu'il met **sur le même plan** les oppresseurs et les opprimés, les colons et les colonisés, l'Etat israélien et ceux qui le combattent (ou prétendent le faire)! Selon le CCI notre «*opportunisme*» supposé consisterait à ne pas rester à égale distance des deux camps et à prendre au contraire parti en faveur des «*masses palestiniennes en 'oubliant' que le nationalisme palestinien n'a pas été autre chose durant des décennies que le fer de lance de l'impérialisme russe dans la région et qu'il n'a jamais cessé d'être une force tout aussi réactionnaire et impérialiste que l'Etat juif!*»

Quant à l'éventualité de la création d'un mini Etat-bantoustan à la suite de l'accord Israël-OLP, «*cela n'est pas plus une manifestation contre-révolutionnaire que ne l'était l'embrigadement durant quarante ans des populations et surtout des ouvriers de ces zones derrière...*» - les blindés et les barbelés israéliens? Vous n'y êtes pas: «*...derrière le nationalisme palestinien et la haine de leurs frères de classe juifs, et derrière leur fourvoisement au prix du sang sur le terrain interclassiste et sans perspective de l'Intifada.*»

Il ne s'agit pas ici d'une critique des organisations qui sont à la tête d'une lutte d'émancipation - critique indispensable pour les communistes qui doivent toujours oeuvrer pour l'**organisation indépendante de classe** du prolétariat même lorsqu'il se trouve en présence d'une lutte commune à plusieurs classes, en présence de ce que le marxisme appelle une **révolution bourgeoise** (anti-féodale, anti-coloniale...), de façon à ce qu'il puisse développer sa propre lutte de classe après la révolution; ou si les conditions objectives le permettent, à ravir à la bourgeoisie la direction de la lutte au cours même de la révolution bourgeoise afin de pousser celle-ci **jusqu'au bout** et d'en faire un tremplin pour l'éclatement de la révolution socialiste, purement prolétarienne, dans les pays capitalistes développés. C'est là la stratégie de la **révolution en permanence** définie par Marx à propos de l'Allemagne en 1850, la stratégie qui se réalisa en Russie en 1917 et pour laquelle travailla l'Internationale Communiste au début des années vingt.

Non, ce que critique au fond le CCI, ce qu'il qualifie de «*réactionnaire*» et d'*«impérialiste»* (?) et dont il appelle à se détourner, c'est la lutte même contre le colonialisme sioniste! Face à cette prose, il est difficile de ne pas ressentir un haut-le-cœur en lisant que ces gens-là poussent l'impudence jusqu'à dire que le marxisme aurait «*déjà mis en évidence il y a 80 ans que tout mouvement de libération nationale a définitivement cessé d'avoir le moindre caractère progressiste, chose que*

l'histoire a amplement confirmé depuis.

Il y a 80 ans (donc au moment de la première guerre mondiale) Lénine menait précisément une bataille implacable contre ceux qui s'opposaient aux mouvements d'émancipation nationale sur la base de raisonnements faussement marxistes. Il démontrait que cette tendance (qualifiée par lui d'*«économisme impérialiste»*) faisait tout simplement le jeu de l'impérialisme. Contre la «*Brochure de Junius*» de Rosa Luxemburg (qu'il ne mettait pas sur le même plan que les précédents), Lénine écrivait: «*Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et les semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent environ un milliard d'habitants, c'est-à-dire plus de la moitié de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont, ou déjà très puissants, ou en voie de maturation. (...) Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires (...)*» (2) (souligné par Lénine). L'histoire a depuis amplement confirmé Lénine et donné tort à Luxemburg.

Lénine et les bolchéviks qualifiaient de social-chauvins ceux qui, refusant de faire la distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés, refusaient de se placer résolument, sans hésitation ni conditions, aux côtés des **opprimés en lutte** contre le colonialisme et l'oppression coloniale. Et ces social-chauvins étaient honteusement chassés de la nouvelle Internationale: ce fut en particulier le cas mémorable d'une section en Algérie du PCF qui repoussait les «*Thèses de Moscou*» et affirmait qu'*«une insurrection indigène qui ne serait pas postérieure à une insurrection communiste»* en métropole risquerait de plonger l'Algérie dans la barbarie (3).

En dépit de tous ses grands airs révolutionnaires, le CCI a succombé à l'influence de cette **tradition social-chauvine** si présente et enracinée dans les pays impérialistes et en France en particulier. On peut le constater une fois de plus à propos de l'Algérie. «*La situation que subit en premier lieu la population algérienne ne peut que rappeler celle qu'elle a connue il y a plus de trente ans durant la «guerre de libération nationale». Les luttes sanglantes entre cliques islamistes nous rappellent les mêmes affrontements meurtriers entre les différents mouvements de libération, le MNA et le FLN (...). Les affrontements sur le territoire français pour le contrôle et le racket sur la population algérienne immigrée firent plus de morts que les ratonnades de la police de l'époque. Quant au recours aux attentats qu'utilise le FIS, ce n'est qu'une pâle copie des méthodes que pratiqua le FLN contre les français dans les années 50 (...). De nouveau, le cauchemar recommence, et la classe ouvrière doit tirer des enseignements de cette barbarie. Quant à ceux qui dénoncent les islamistes comme l'ennemi principal, la gauche et les gauchistes, ils essaient de nous faire oublier qu'ils «portaient les valises» des tueurs du FLN. Voilà où a mené la «lutte de libération nationale».*»

Nous n'avons pas trouvé ces lignes sous la plume de pieds noirs revanchards ou d'anciens fanatiques de l'OAS, mais bien dans le même n°232 de «*Révolution Internationale*»! Même en tenant compte d'un bout de phrase sur le «*quadrillage policier*» opéré par les «*militaires sous le commandement du général Massu*», tout l'article revient à **blanchir l'impérialisme français** de ses atrocités innombrables, de ses centaines de milliers de victimes, et de ses responsabilités y compris dans la situation actuelle en Algérie. Il fait également disparaître la **responsabilité criminelle** de

l'opportunisme social-impérialiste («*la gauche*»). Bien loin de «*porter les valises*» du FLN, celui-ci a enchaîné le prolétariat français au char de son impérialisme apportant de cette façon une aide irremplaçable à la bourgeoisie française et collaborant directement ou indirectement à la répression coloniale. Cette collaboration avec l'impérialisme des partis et organisations dominantes dans la classe ouvrière française rejetait du même coup les prolétaires algériens dans les bras de la seule organisation luttant contre le colonialisme, le FLN, même si cette organisation en dépit de son vernis «*socialiste*» était de nature bourgeoise.

Le fait tragique que les révolutions anti-coloniales n'aient pas rencontré le **soutien actif** du prolétariat des métropoles, mais l'**hostilité ouverte** des organisations parlant en son nom, a empêché toute possibilité de prise de conscience de la part du prolétariat des pays coloniaux de leur appartenance à une même classe aux intérêts identiques que les prolétaires des pays colonisateurs, et donc de leur opposition à leur propre bourgeoisie. Il a bloqué toute possibilité qu'au moins une minorité de ce prolétariat mette sur pied des embryons d'**organisation prolétarienne** et dès la victoire sur le colonialisme acquise, commence à engager la lutte contre sa nouvelle classe dominante sur des bases claires et avec l'appui solide du prolétariat de l'ancienne métropole.

Le CCI en arrive à répéter haut et fort ce que murmurent avec délices tous les réactionnaires nostalgiques de l'Algérie française: «*voilà où cela a mené les algériens de vouloir leur indépendance*». Le CCI croit-il peut-être que la situation des prolétaires et des exploités algériens serait meilleure s'ils étaient restés colonisés?

Les causes des difficultés de la classe ouvrière algérienne à s'engager dans une lutte révolutionnaire de classe contre la bourgeoisie et son Etat, ce qui lui permettrait de devenir le centre de ralliement des masses pléthoriques de chômeurs et de paysans prolétariés aujourd'hui séduites par les bandes islamistes réactionnaires, sont fondamentalement **les mêmes** que celles qui paralysent encore la classe ouvrière de tous les pays: la terrible contre-révolution internationale qui a détruit le parti et les organisations du prolétariat, remplacé son programme par des programmes bourgeois et qui dans les grands pays capitalistes a soumis la classe ouvrière aux impératifs de la conservation sociale.

C'est dire que la première responsabilité de la situation actuelle de la classe ouvrière algérienne repose sur les forces qui ont défiguré le drapeau et les orientations prolétariennes, qui ont désorienté partout dans le monde la classe ouvrière; sur les forces qui en particulier ont empêché l'union combattante des prolétaires français avec les masses algériennes insurgées, qui ont diffusé parmi les prolétaires des pays impérialistes l'esprit de supériorité nationale, le mépris des travailleurs étrangers et des peuples colonisés, et donc l'acceptation de leur oppression: ces forces politiques liées corps et âme à la bourgeoisie, que le vocabulaire marxiste désigne sous le nom d'**opportunisme** ou de **collaborationisme**.

Ensuite la dite extrême-gauche a contribué elle aussi à sa manière (et avec ses forces incomparablement plus réduites) à l'égarer le prolétariat en présentant comme le programme prolétarien véritable des alternatives de type démocratique ou de simples variations à peine gauchisées des positions de l'opportunisme; dans le meilleur des cas elle a détourné le sentiments généreux de solidarité envers la lutte anti-coloniale vers effectivement un pur et simple suivisme vis-à-vis de telle ou telle organisation indépendantiste à qui elle décernait des brevets d'authenticité socialiste et prolétarienne.

Le «cauchemar» d'il y a vingt ans qui fait gémir le CCI ne consiste donc pas dans la lutte anti-coloniale, mais dans ce que les prolétaires algériens sont restés tragiquement seuls face au déchaînement de la terreur coloniale, sans que le prolétariat des pays impérialiste et de France en particulier ne puisse prendre appui sur les luttes d'indépendance pour aller vers la révolution socialiste internationale, sans qu'il puisse favoriser au moins un début d'organisation autonome du prolétariat des pays colonisés ni même diminuer les souffrances des combattants anti-coloniaux en affaiblissant de l'intérieur les puissances coloniales. Ce fait historique pèse encore d'un poids très lourd dans les pays de jeune capitalisme: les réflexes politiques acquis lors des luttes d'indépendance ou les révolutions bourgeoises subsistent dans la classe ouvrière longtemps après que leur base réelle ait disparu, comme Marx l'avait rappelé à propos de la France.

* * *

Ce n'est pas par hasard que le CCI fait un silence total sur le rôle réel de l'opportunisme, mais parce qu'il flirte avec la tradition social-chauvine, exactement de la même façon qu'un groupe comme L.O. toujours prêt à flatter les préjugés aristocratiques, ou au moins à ne pas les attaquer de front pour ne pas perdre des sympathies ou... des voix. Et ce n'est pas non plus par hasard que le CCI concentre sur L.O. toute sa critique, mais parce qu'il chasse sur les mêmes terres. En dépit de leurs divergences bien réelles -et qui ne sont pas toutes à l'avantage du CCI (4)- et de leur rattachement à des antécédents historiques différents, L.O. et le CCI ne sont pas des adversaires mais des **concurrents**. Ils partagent de nombreux points communs sur l'attitude envers des catégories particulièrement opprimées de la classe ouvrière (femmes, immigrés) ou envers les luttes dans les pays de la périphérie capitaliste, comme sur des principes aussi essentiels que la question de l'Etat, de la violence, du parti.. Cette similitude avec L.O. sur les points fondamentaux qui **les séparent du communisme** s'explique par leur adaptation aux positions politiques de certaines couches de l'aristocratie ouvrière redoutant la perspective de leur prolétarisation.

Ces deux organisations, comme bien d'autres, ne peuvent pas fournir une solution au besoin de la reconstitution du parti de classe révolutionnaire mais représentent autant d'impasses et de diversions que le prolétariat a absolument à éviter: rôle funeste du centrisme que le marxisme ne doit pas cesser de démasquer.

(1) Voir, entre autres le texte. «*L'impérialisme et la scission du socialisme*», dont nous publions des extraits. Dans «*La faillite de la deuxième Internationale*» (juin 1915. Tome 21 des oeuvres complètes) Lénine écrit: «*L'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être -objectivement- un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier*».

(2) cf «*A propos de la brochure de Junius*», juillet 1916 (Tome 23). Le lecteur peut se reporter à notre étude «*Stratégie et tactique révolutionnaire dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg*», Programme Communiste n°65 et 66 ainsi qu'à «*La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme*», P.C. n°61 et 62 où les textes classiques sont cités et commentés. Notre parti a consacré de très nombreux travaux théoriques à ce thème, parmi lesquels: «*Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*», Ed. Prométhée.

(3) Les membres (français) de la section de Sidi Bel Abbès du PCF furent fustigés au IVe Congrès de l'Internationale Communiste (décembre 1922) par Trotsky qui, après avoir cité leurs résolutions, s'exclamait: «*On ne peut pas tolérer deux heures ou deux*

minutes des camarades qui ont la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré [le chef du gouvernement français-NdlR] les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste, car c'est Poincaré qui est le mandataire d'un tel groupe puisque c'est lui qui, par ses instruments d'oppression, sauve les pauvres indigènes de la féodalité, de la barbarie». Les «*Thèses de Moscou*» étaient les thèses sur la question nationale et coloniale. Il aurait suffi à ce social-chauvin de connaître l'argument selon lequel le marxisme venait de décréter réactionnaires les luttes d'émancipation nationale, pour passer de plein droit pour les vrais prédecesseurs du CCI...

Le discours de Trotsky citant la résolution de la section de Sidi Bel Abbès se trouve dans le recueil «*Le Mouvement*

communiste en France», Ed. de Minuit, p.256. On peut trouver dans le «*Bulletin Communiste*» n°49 et 50 (décembre 1922) le texte d'un rapport du Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord qui défend les mêmes thèses.

Le Bulletin Communiste était un organe du PC dirigé alors par le courant «*centriste*» qui, majoritaire dans le parti, travaillait tous les efforts de l'Internationale pour transformer celui-ci en véritable parti communiste, y compris en donnant la parole aux social-chauvins.

(4) Le CCI nous accuse de collusion avec un groupe maoïste lors de la grande grève des foyers de Sonacotra dans les années soixante-dix sous le prétexte probablement des sympathies politiques des dirigeants de cette grève. Le lecteur doit savoir que le CCI, comme la plupart des orga-

nisations dites d'extrême gauche manifesta d'abord la plus grande indifférence à l'égard de cette lutte qui se menait en dehors des grandes organisations syndicales et rencontra leur sabotage ouvert. Puis il vint faire un tour dans quelques comités de soutien et comme ceux-ci ne montraient aucune envie de reprendre ses orientations politiques, il abandonna définitivement le terrain non sans lancer les pires accusations contre les militants qui ne désertaient pas le combat. Pour les leçons que nous avons tirées de cette grève, voir «*Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte*», brochure Le Prolétaire n°14.

Une attitude encore plus affirmée de *jaune* peut se retrouver lors de la récente grève générale en Espagne où la section locale du CCI a appelé pratiquement à saboter le mouvement.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XX^e siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseu-

do-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totale du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Rwanda: Les responsabilités de l'impérialisme

Les massacres du Rwanda (qui viennent après ceux beaucoup moins médiatisés mais probablement plus graves du Burundi voisin) sont présentés par les moyens de désinformation bourgeois de façon à susciter des réactions du type «encore des sauvages qui s'entretient! Notre civilisation démocratique nous préserve heureusement de ces horreurs. La seule chose possible est que nos casques bleus essayent de maintenir la paix dans un souci humanitaire».

Le ministre de la coopération, l'ancien barbouze Roussin, est venu sur toutes les télé réaffirmer que la France était neutre dans ces affrontements «tribaux» et que «nos» soldats n'avaient d'autre mission que le sauvetage des étrangers (comble de générosité a relevé la presse, même des noirs et des arabes ont pu profiter de ce sauvetage).

La réalité est bien différente. Le Rwanda et le Burundi sont deux anciennes colonies belges, où le colonisateur pour asseoir sa domination a artificiellement montés les ethnies les unes contre les autres, puis au moment des indépendances confié le pouvoir à des gouvernements à base ethnique réduite afin de perpétuer sa domination. Bien qu'inévitablement atténuée avec le temps, cette domination reste réelle. A preuve l'éditorial de l'influent quotidien bruxellois «La Libre Belgique» (du 9 avril 1994) se terminait par cette question: «Même si

elle mesure tragiquement une ingratitude certaine, la Belgique a-t-elle pour autant le droit de se détourner d'un pays dont elle reste responsable?». Les belges sont le contingent d'étrangers le plus important. Toujours installés aux postes-clés de l'économie en dépit de la concurrence.

La concurrence, elle vient surtout de l'impérialisme français qui depuis quelques années a jeté son dévolu sur le pays. Et les français ont réussi à marquer des points à l'occasion des troubles internes. Le régime dictatorial et sanglant de Habyarimana rencontra une opposition grandissante auprès de la minorité Tutsi chez qui recrutaient les rebelles du Front Patriotique Rwandais, mais aussi auprès des Hutus. L'impérialisme français prit fait et cause pour le régime d'Habyarimana et envoya à deux reprises de toute urgence des soldats pour empêcher sa chute.

C'est même l'intervention directe des barbouzes des services secrets à l'aide d'hélicoptères de combat qui empêcha en 1990 une première fois la prise de Kigali! Pour faire face aux besoins de l'armée rwandaise et plus particulièrement des commandos de la mort de la garde prétorienne du président, les «Akazu», les usines d'armement françaises n'arrivant plus à suivre, il fallut même que l'armée de terre puise sur ses stocks d'obus (1) ...

Dernièrement, encore selon le

«New-York Times» (2), la France aurait accordé un prêt au régime pour qu'il achète des armes à l'Égypte. Bien entendu, jamais les gouvernements français n'ont protesté alors contre les tueries commises par leurs protégés ... Faut-il alors s'étonner que les militaires de la Garde Présidentielle aient ces jours-ci témoigné leur amitié aux français et leur hostilité aux belges?

L'impérialisme belge, plus prudent et sans doute meilleur connaisseur du terrain a évité de trop s'engager dans le soutien au régime Habyarimana et a plutôt favorisé un compromis avec le FPR. Lorsque les français, au désespoir de sauver la dictature malgré tous leurs efforts (y compris diplomatique car selon les barbouzes français, un plan «anglo-saxon» était à l'oeuvre au Rwanda pour déstabiliser Habyarimana) (3), en appelèrent à l'ONU, ce sont des soldats belges - sous le casque bleu - qui furent chargés de garantir le respect des accords avec le FTR et l'opposition.

Mais les barons du régime qui ne voulaient pas partager le pouvoir n'eurent aucun mal à susciter une mutinerie de la Garde Présidentielle (ce n'était pas la première) dont les premiers actes furent la liquidation des politiciens de l'opposition, **Hutus et Tutsis**; puis le nouveau «gouvernement provisoire» appela la population de Kigali aux progroms anti-tutsis, suivant en cela une **tradition** du régime Habyarimana.

Aux dernières nouvelles, malgré la fuite du «gouvernement provisoire» l'armée gouvernementale résiste toujours au FPR. Si l'on venait à apprendre dans quelques mois ou années que cette résistance inattendue est le signe d'un soutien français discret, cela ne serait pas pour nous étonner. Les impérialistes français ont fait la démonstration au Rwanda ou ailleurs qu'ils ne reculent devant aucun «coup tordu» ...

Quoi qu'il en soit nous sommes bien loin de l'odieuse légende des «rivalités ancestrales» devant lesquelles nos braves paras ne pouvaient que rester impuissants...

Les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser par le tintamarre médiatique. La responsabilité des tueries et des souffrances repose d'abord sur **l'exploitation et la domination impérialistes** de l'Afrique.

Et la meilleure solidarité - la seule fructueuse - consiste dans la préparation de la lutte révolutionnaire pour abattre «notre» impérialisme criminel.

(1)Cf «le prolétaire», numéros 408 et 417.

(2)Un contrat de 6 millions de dollars US garanti par le crédit lyonnais. Mais selon le New-York Times, l'engagement de Paris envers ce pays pauvre serait dû à son attachement à la langue française! Cf «International Herald Tribune» du 15 avril 1994.

(3)Cf «le prolétaire», numéro 420.

Procès Touvier: le bourreau condamné, l'Etat assassin acquitté

«Procès pour l'histoire», «procès pour la mémoire», «procès pour la vérité»... C'est avec emphase que les médias ont rendu compte du passé où Touvier le chef de la milice de Lyon était enfin jugé, 50 ans après les faits, près de 50 ans après avoir été condamné à mort par contumace, près de 20 ans après avoir été gracié, après des décennies où il avait été caché et protégé par l'Eglise catholique.

Mais nous avons eu à la place un procès truqué, un procès pour la **dissimulation historique** et il aurait fallu être fou pour croire que la bourgeoisie française puisse organiser un procès qui risque de porter atteinte à son idéologie officielle, le mythe de la Résistance et de l'Anti-fascisme. Selon cette idéologie entretenue depuis des décennies avec toute la puissance des médias bourgeois, par des manifestations et des processions rituelles, par le soutien actif de tous les partis et de multiples associations, le «régime de Vichy» était un régime «anti-national» n'existant que par la volonté de l'occupant nazi, alors que la France éternelle et son expression légitime se trouvant dans la Résistance soutenue par l'écrasante majorité du peuple français.

Aujourd'hui encore, la bourgeoisie se cramponne à ces mythes, car en plus de leur fonction de rassemblement interclassiste, ils lui permettent d'imputer à la seule bourgeoisie allemande la responsabilité du crime imprescriptible contre l'humanité, donc de maintenir sa rivale dans une situation où perpétuellement suspecte, il lui faut toujours faire preuve de retenue et d'accommodement vis-à-vis des autres bourgeoisies. C'est aussi la raison pour laquelle il n'était pas question d'accueillir des représentants

allemands lors des cérémonies anniversaires du débarquement.

Pas question de «réhabiliter» l'Allemagne alors que sa puissance économique est plus manifeste que jamais, car ce serait enlever un des derniers freins à l'affirmation de sa puissance politique...

On voit donc qu'il fallait éviter avant que le procès Touvier ne devienne un procès de l'Etat et de la bourgeoisie française en montrant que eux aussi ont commis ou ont participé aux crimes de la bourgeoisie allemande: sans la puissance de l'appareil d'Etat avec ses gendarmes, ses juges, ses lois, toute son administration, qu'aurait pu faire un Touvier et la poignée de «collabos» condamnés en 45? Pour éviter cet écueil (1), les juges qui ont renvoyés Touvier devant les Assises (le scandale de son acquittement était trop grand et allait à l'encontre de l'image vertueuse et sans tache qu'aime tant se donner la bourgeoisie française) ont bien spécifié qu'il ne pouvait être jugé que pour l'assassinat des 7 otages juifs dans le cadre d'une inculpation de «complicité de crimes contre l'humanité». Ils réaffirment de cette façon que pour la justice française seuls les allemands peuvent être coupables de crimes contre l'humanité et que Touvier ne pouvait être condamné que pour avoir obéi aux ordres allemands ...)

Cette mascarade n'avait qu'un but: empêcher que le Tribunal soit contraint à condamner le régime de Vichy et donc la bourgeoisie et l'Etat français au même titre que le régime nazi, la bourgeoisie et l'Etat allemand!

A part le coup d'éclat médiatique d'un des avocats qui a rappelé que Touvier avait agi de son propre chef, le

procès a suivi l'orientation fixée à l'avance.

L'accusé a été condamné, l'Etat français, sans qu'aucun crime n'aurait été commis a été absous. La bourgeoisie peut-être satisfaite: ses propres tribunaux l'ont mis hors de cause.

Quant à nous, la vérité historique sur les crimes contre l'humanité commis pendant la guerre mondiale et pendant la paix mondiale, par les régimes totalitaires comme par les régimes démocratiques, nous ne l'attendons pas d'un tribunal bourgeois, mais du tribunal sans appel de la **révolution** qui fera

payer à la bourgeoisie intégralement et sans circonstances atténuantes les crimes qu'elle a perpétrés contre les prolétaires de toutes races et nationalités depuis qu'elle s'est érigée en classe dominante.

(1)Cf «le prolétaire», No 416, Mai-Juin 1992, l'article «L'affaire Touvier».

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 1994

A.B.: 400,00 / Ren.: 2000,00 / Roger : 428,00 / Paris: 600,00 / Christophe: 50,00 / Total liste: 3.428,00
Total 1994: 7.059 FF

Pérou: Le Sentier Lumineux est une voie sans issue

(Suite de la page 7)

qui après un premier temps avaient voulu y voir une fabrication des services de propagande officiels. Il est possible d'en avoir une idée par les conséquences sur les militants à l'étranger: une partie des «comités de soutien» s'est ralliée à la ligne Gonzalo, appelle aux négociations avec le gouvernement et reconnaît ouvertement le bluff des prétendus succès de la guérilla. Une autre partie appelle à la poursuite de la guérilla en affirmant que rien ne justifie un changement d'orientation. Mais la débilite de cette tendance peut se mesurer au fait qu'elle ne répond à ses anciens camarades qu'en les accusant d'être des «traîtres» au service des Etats-Unis et qu'elle continue à se revendiquer du «président Gonzalo» dont les interventions télévisées ne seraient que de sinistres truquages ...

Pareille attitude ne peut durer bien longtemps et il n'est pas impossible que cette tendance en arrive rapidement à annoncer que le grand Gonzalo

lui-même a fini par succomber au «révisionnisme» et que le combat doit continuer derrière un autre chef génial: les conditions dans lesquelles vivent les masses déshéritées péruviennes ne sont pas de nature à alimenter des perspectives de concorde entre les classes.

Mais l'épisode a en tout cas apporté la preuve que la voie du SL est une impasse; la lutte des exploités a besoin au contraire d'une orientation et d'une organisation réellement **communistes**. Le stalino-maoïsme ne peut servir que des intérêts bourgeois.

(1)Cf «le prolétaire», numéro 429, Janv.-Févr. 1993.

(2)Fujimori vient tout dernièrement de s'entretenir devant les caméras de télé avec le numéro 2 du SL dans sa prison, au moment même où une offensive anti-guérilla de l'armée est annoncée. A quand la poignée de main avec Gonzalo?